

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 29 (1143) 31 juillet 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

2 – 3

Victoire sur le fascisme turc



Un gréviste de la faim de la prison d'Izmir brandit le V de la victoire. Après 70 jours de grève et 12 martyrs, les prisonniers politiques ont fait céder le gouvernement à leurs revendications.

4

**Lois-cadres :
qui va passer
sous la hache ?**

13

**Washington et Paris
jouent au poker
au Burundi**

15

**Atlanta :
la face cachée
des Jeux**



Les mères des prisonniers politiques manifestent contre la répression.

Les prisonniers politiques font plier le gouvernement turc

Paul Deboeck

Dix mille prisonniers politiques menaient une action en Turquie depuis le 20 mai. Douze sont morts après 70 jours de grève de la faim. Ils protestaient contre les transferts de prisonniers vers des prisons lointaines, la réouverture de cellules d'isolement, le bain de sang dans les prisons de Buca et Umraniye et la nomination de l'ancien chef de police tortionnaire Mehmet Agar comme ministre. Samedi dernier, le gouvernement a cédé sur toute la ligne.

Détenus à 1000 km de leur famille et du lieu de leur procès

La cause immédiate de la grève de la faim fut la publication de deux lettres circulaires, les 6 et 9 mai, par le directeur général des prisons en Turquie. Celui-ci avait notamment décidé que les prisonniers, qui doivent comparaître devant le tribunal de la Sûreté de l'Etat, seraient transférés vers des prisons éloignées de centaines de kilomètres.

Tribunaux d'exception

Les tribunaux de la Sûreté de l'Etat sont des tribunaux d'exception où siègent des militaires. Ils jugent les infractions à la loi antiterroriste. Les militants communistes sont automatiquement considérés comme des "terroristes". Les journalistes et les écrivains qui défendent les droits des Kurdes sont systématiquement poursuivis pour "propagande contre l'intégrité de l'Etat".

Des prisonniers politiques détenus à Diyarbakir, le chef-lieu des provinces kurdes, ont également été transférés à Giresun, près de la Mer Noire, éloignée de 1.000 km. Ces transferts rendent totalement impossible la défense de ces militants. Comment dans ces conditions, un avocat pourrait-il s'entretenir avec son client ? En outre, il est arrivé souvent que les détenus n'aient pas été conduits à leur procès.

Détention dans des cellules d'isolement

Les lettres circulaires prévoient également le transfert de 150 prisonniers vers la fameuse prison d'Eskisehir. Celle-ci avait ouvert ses portes en 1991. Mais suite aux protestations, elle avait immédiatement été refermée.

A Eskisehir, les prisonniers sont enfermés dans des cellules d'isolement. Les prisonniers parlent de cellules-cercueils. Le gouvernement prétend qu'il s'agit d'un progrès. La réalité est autre. Après le coup d'Etat de 1980, des milliers de militants de gauche ont été arrêtés. Les prisonniers politiques exigeaient la possibilité de se contacter les uns les autres. Les grèves de la faim de 1982 et 1984,

où plusieurs grévistes avaient trouvé la mort, avaient contraint le pouvoir public à faire des concessions. Depuis lors, les prisonniers politiques étaient détenus dans des dortoirs.

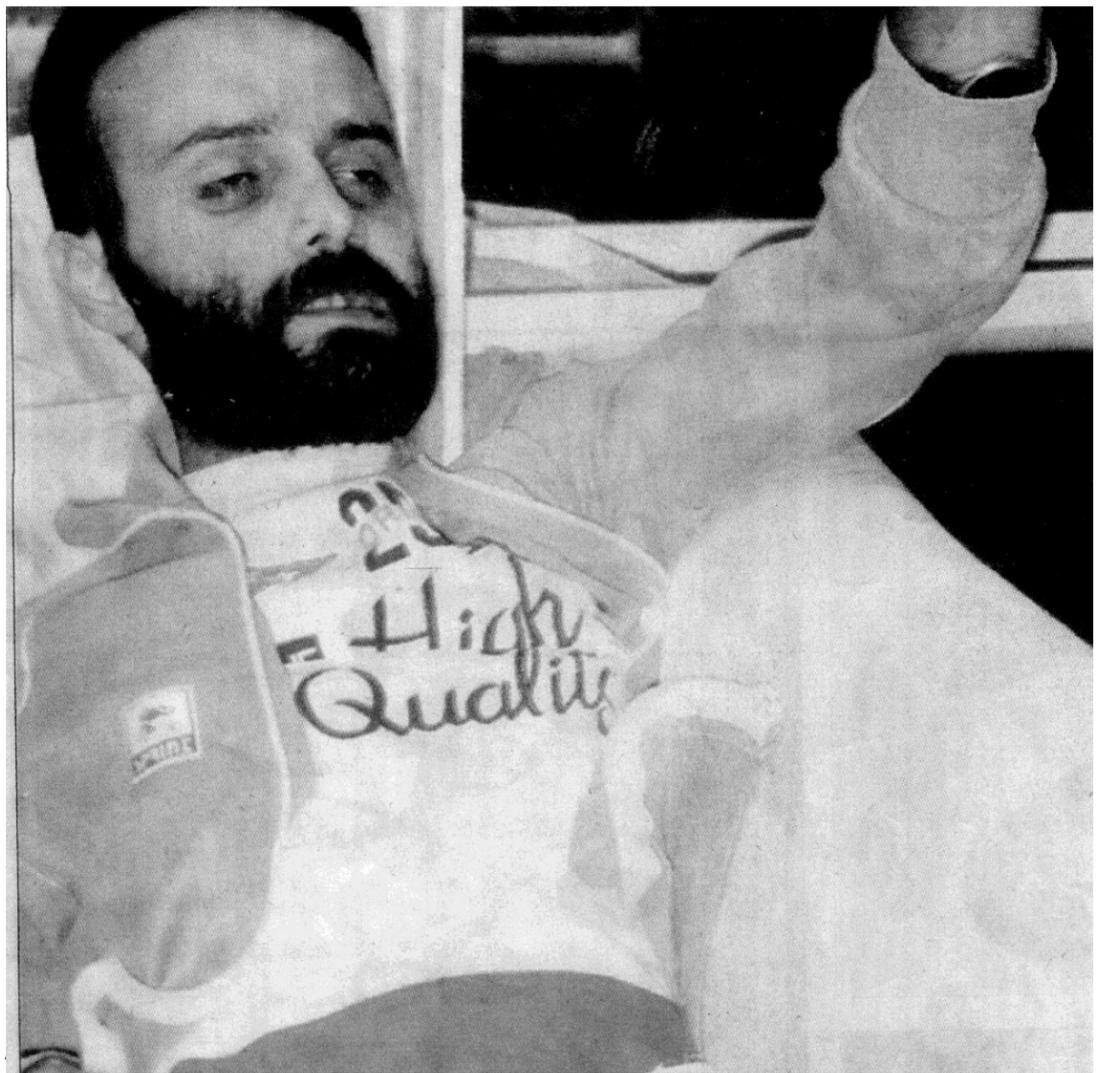
C'était un élément très important lors des procès de masse dans les années 80. Les révolutionnaires pouvaient ainsi préparer une défense commune et ils pouvaient soutenir moralement leurs camarades qui traversaient des moments difficiles.

Le gouvernement contraint à la capitulation

Les principales revendications des grévistes de la faim étaient le retrait des circulaires du 6 et du 9 mai, la fermeture des cellules d'isolement, l'arrêt des mauvais traitements infligés aux prisonniers durant les transferts, l'interdiction de frapper ou d'injurier les proches des prisonniers au moment des visites, la démission du ministre de la Justice, Mehmet Agar, des soins médicaux, etc.

Sevket Kazan, le nouveau ministre de la Justice du gouvernement Erbakan formé récemment, avait tenté de calmer les prisonniers en avançant quelques vaines promesses et en annonçant le retrait des circulaires. Mais en même temps, il avait décidé que les prisonniers resteraient à Eskisehir jusqu'à ce que de nouvelles prisons soient construites. Les prisonniers avaient dès lors décidé de poursuivre leur action jusqu'à ce que leurs revendications soient réellement rencontrées.

Ces derniers jours, le gouvernement avait menacé de faire intervenir les militaires. Mais le mouvement de solidarité s'est amplifié de jour en jour. Les forces de gauche se sont unies grâce à la grève de la faim et ont mené des actions communes. Depuis la mort du premier gréviste de la faim, des milliers de personnes ont manifesté chaque jour à Istanbul. Au début, le gouvernement a réagi par la force brutale. Mais après quelques jours, il a dû capituler devant la résistance croissante, en cédant devant toutes les revendications des grévistes de la faim.



durant la dernière semaine.

Bains de sang dans les prisons de Buca et d'Umraniye

Le 21 septembre 1995, des unités spéciales de commandos et de la police ont assailli la prison de Buca à Izmir. A leur sortie, les cellules étaient maculées de sang. Trois prisonniers ont été battus à mort avec des barres de fer et 38 autres grièvement blessés.

Le 4 janvier 1996, le même scénario s'est produit dans la prison d'Umraniye, où trois prisonniers sont morts sur place. Un quatrième est décédé après son transfert à l'hôpital. Le journal progressiste *Demo-*

krasi a publié, le 6 janvier 1996, le témoignage d'une infirmière de l'hôpital Numune : «Beaucoup de prisonniers avaient la tête et le foie broyés. Pendant que je transportais les prisonniers, je n'osais pas toucher leur tête. J'avais peur que mes doigts touchent leur cerveau. Alors que ces prisonniers ne pouvaient même plus hocher la tête, les soldats continuaient à les rouer de coups. Ils essayaient de nous empêcher de leur donner des soins en criant : «Laissez-les donc crever, nous les avons assez nourris.»

Lors de l'enterrement des victimes du massacre d'Umraniye, 4.000 personnes ont été arrêtées.

Le journaliste de gauche Metin Goktepe a été torturé à mort et son corps a été abandonné sur un terrain vague.

Tant à Buca qu'à Umraniye, les militaires ont attaqué les prisonniers de gauche parce qu'ils refusaient de participer à l'appel journalier. Ils exigeaient de meilleures conditions de détention, des soins médicaux et l'arrêt des tortures.



Dans toute la Turquie, les familles et les proches des prisonniers politiques en grève de la faim, ont multiplié les actions et les meetings contre le régime fasciste turc. Ils ont récolté un important soutien, ce qui a fait reculer le gouvernement.

Le gouvernement Erbakan : danger islamiste ?

Le parlement européen a voté, à la fin de l'année dernière, un accord douanier en faveur de la Turquie; celle-ci ayant promis d'améliorer la situation des droits de l'homme. Le premier ministre de l'époque, Ciller, prônait l' "ancrage européen" de la Turquie. L'accord douanier devait, disait-elle, rapprocher la Turquie de l'Europe et éloigner le danger du parti islamiste Refah.

Les progressistes turcs et kurdes ont dénoncé ce leurre. Ils déclaraient qu'en réalité le parti Refah avait toujours soutenu le système politique en Turquie. Le président de ce parti avait déjà été vice-premier ministre dans les années septante, ce qui n'avait nullement transformé la Turquie en république islamiste. Le gouvernement Ciller, auquel participait les sociaux-démocrates, avait d'ailleurs

dépensé des masses d'argent pour construire des mosquées et des écoles islamiques, dans l'espoir d'écarter la population mécontente de toute idée de gauche et révolutionnaire.

Aujourd'hui, on constate que cette stratégie a fonctionné. Erbakan, le président du parti Refah, est devenu premier ministre et Ciller vice-premier ministre. Erbakan a ravalé toutes ses déclarations hostiles à l'Occident et oublié ses promesses aux pauvres. Le programme du nouveau gouvernement prône l'économie de marché et l'alliance avec les Etats-Unis et l'Europe.

Le véritable pouvoir est d'ailleurs aux mains des militaires. Le Conseil National de la Sécurité de l'État, une sorte de super-gouvernement, a toujours le dernier mot.

Dans ce Conseil siègent, hormis le président et quelques ministres, les principaux chefs de l'armée.

Les militaires contrôlent aussi d'une manière de plus en plus directe l'ensemble de la vie politique. L'ancien chef d'état major, le général Dogan Gures, est à présent député du parti de Ciller. Ce général est la personification même de la véritable nature de l'État turc : une dictature militaire fasciste. C'est ce qui est apparu lorsque, durant une crise gouvernementale, il a brandi la menace d'un coup d'État, déclarant que «l'armée assumerait ses responsabilités qui lui sont imparties par la loi». Comme membres de la junte ou comme "parlementaires élus démocratiquement", les principaux généraux de l'armée détiennent en tout état de cause le pouvoir.

Les socialistes et la Turquie : oublions notre honte, coopérons

Les députés socialistes du Parlement européen ont voté la loi douanière avec la Turquie. A ceux qui les critiquaient, ils ont répondu que c'était un soutien aux forces démocratiques en Turquie. Les sociaux-démocrates turcs étaient présentés comme les meilleurs garants de la démocratisation.

Le 5 septembre 1995, à la veille de la discussion au sein du parlement européen, le journal De Morgen (1) publiait la déclaration du représentant de la fraction socialiste : «Les sociaux-démocrates turcs tiennent dans une mesure importante les clés de l'orientation que ce pays de 65 millions d'habitants prendra dans un avenir proche.» Annonçant «un virement radical à gauche», il concluait en affirmant que la participation des sociaux-démocrates «ne pouvait constituer qu'une bonne nouvelle pour les

défenseurs des droits de l'homme et pour le progrès de la démocratisation».

Ce représentant socialiste oubliait de préciser que le parti social-démocrate turc, le CHP, participait depuis quelques années à la coalition gouvernementale du premier ministre Ciller et qu'il était donc co-responsable de la répression bestiale du peuple kurde et des organisations de gauche.

Par leur sacrifice, les grévistes de la faim ont percé ce mensonge. Cela a provoqué la panique parmi les sociaux-démocrates européens, qui craignent que leurs déclarations sur la démocratie ne suffiront plus à camoufler leur soutien inconditionnel au régime turc, partenaire au sein de l'Otan. Pauline Green, présidente du groupe socialiste au parlement européen, a dès lors adressé une lettre pathétique au président

Clinton : «Les États-Unis sont aujourd'hui le seul pays à pouvoir intervenir en Turquie. Au nom de mon groupe, je vous demande en toute humanité d'utiliser votre influence auprès du gouvernement turc» (2).

La perte de mémoire est manifestement contagieuse. La présidente de la fraction socialiste semble en effet oublier que les États-Unis ont armé la Turquie jusqu'aux dents depuis des années, qu'ils instruisent les militaires turcs dans la guerre antiguérilla (entendez dans la torture et l'assassinat) et qu'ils ont toujours soutenu sinon organisé les coups d'État de l'armée turque.

1. De Morgen, 5 septembre 1995, Oui/non/Une opinion de Rose Moers, représentant de presse de la Fraction socialiste du Parlement européen. 2. Communiqué de presse du Groupe des Partis socialistes européens, 25 juillet 1996.

Bilan du terrorisme d'État

Pour la seule année 1995, voici la liste des actes de terreur du gouvernement.

- Attaques des escadrons de la mort : 99 morts, 136 blessés
- Morts par exécutions extrajudiciaires, sous la torture et durant la détention policière : 122
- disparus durant leur détention policière : 231
- attaques de la police contre des associations, des syndicats, etc. : 173

- interdiction d'associations, de syndicats... : 100

- journalistes arrêtés : 461
- publications saisies : 100
- villages évacués de force : 243

Les prisonniers d'opinion ont été condamnés à un total de 172 ans d'emprisonnement. Au 31 décembre 1995, 121 personnes étaient en prison uniquement pour avoir exprimé leur opinion. (Sources : Info-Turk, n° 224, janvier-février 1996, p.8)

Tortionnaire devenu ministre

Après les élections du 24 décembre 1995, Mehmet Agar a été désigné ministre de la Justice dans le cabinet Ciller-Yilmaz.

Cette nomination est une véritable provocation. Après avoir suivi une formation spéciale aux États-Unis dans les années 70, Agar a occupé différentes positions dans l'appareil de répression. En 1988, il est devenu chef de la police d'Ankara, d'Istanbul puis de toute la Turquie. Son parcours n'est pas difficile à suivre. Il laisse une trace de sang et de torture derrière lui depuis qu'il est entré dans la police. Tous les gouvernements turcs successifs ont fait appel aux services de ce fasciste sanguinaire.

re. En 1992, il a été nommé à la tête de la police pour toute la Turquie, par une coalition gouvernementale comprenant les sociaux-démocrates.

Sous la terreur d'Agar, 124 personnes ont été assassinées par la police lors de perquisitions ou dans la rue. 22 ont été tabassées à mort dans les bureaux de police.

Dans sa première déclaration lors de sa nomination comme ministre de la Justice, Agar a déclaré qu'il allait rétablir l'ordre dans les prisons. Il a été nommé ministre de l'Intérieur dans le nouveau gouvernement Erbakan et contrôle désormais tout l'appareil d'État.

Douze martyrs

A l'heure où nous bouclons ce journal, douze prisonniers politiques sont morts après 69 jours de grève de la faim. Tous étaient membres d'organisations révolutionnaires marxistes léninistes. Des dizaines d'autres sont hospitalisés et dans un état critique.

Voici la liste des douze martyrs.

Aygun Ugur, TKP-ML; Altan Berdan Kerimgiller, DHKP-C; Ilgin Ozkeskin, DHKP-C; Huseyin Dermicioğlu, MLKP; Ali Ayata, TKP-ML; Mujdat Yanat, DHKP-C; Tahsin Yilmaz, TIKB; Ayce Idil Erkmen, DHKP-C; Hicabi Kucuk, TIKB; Yemliha Kaya, DHKP-C; Osman Akgun TIKB; Hayati Can, TKP-ML.



A Gand comme dans toute l'Europe, des manifestations ont été organisées en soutien aux grévistes de la faim, contre la répression en Turquie.

EDITORIAL

Prier ?

Kris Merckx

Il ne peut subsister aucun doute. L'ex premier ministre Wilfried Martens vient de juger "incompréhensible que le gouvernement n'accepte pas de qualifier ces lois-cadres de pouvoirs spéciaux".

En effet, elles permettent à Dehaene et Di Rupo, sans avoir besoin d'une approbation préalable du parlement, de prendre des mesures graves en matière de budget, de Sécurité sociale, de salaires et de législation sociale. Elles sont formulées de façon tellement vague et générale que le gouvernement peut vraiment en faire ce qu'il veut.

Les pouvoirs spéciaux démontrent que nous ne vivons pas "en démocratie", mais sous la dictature des grands groupes capitalistes. Dès que c'est nécessaire pour imposer leur politique, on laisse tomber la façade parlementaire. Même dans une matière aussi essentielle que la Sécurité sociale, qui touche si fort les gens (pensez aux succès électoraux socialistes), on met tout simplement hors jeu le peuple et ses élus. Tout sera décidé en des conclaves secrets.

La semaine passée, le comité de gestion de l'Office Nationale de la Sécurité sociale a connu un sérieux affrontement patrons-syndicats à propos du déficit de la Sécu pour 1996. Personne ne croit que ce comité sera à même de rendre un avis unanime sur la "réforme" de cette Sécu, avis que le gouvernement demandera pour la forme. Quand on lui a demandé ce qu'il fallait faire alors, Michel Nollet, leader de la FGTB, a répondu ironiquement : «Prier» (L'Echo, 26.7).

Ne nous reste-t-il que cela ? Non, évidemment. Au parlement, le CVP Lensens a admis que l'an dernier, le gouvernement avait temporisé par crainte d'un "effet-Juppé". C'est-à-dire par crainte de grandes grèves à la française. Parce qu'avec une telle lutte, les travailleurs peuvent obtenir bien davantage. Sous le capitalisme, tout est question de rapports de forces.

Le président du SP, Frank Vandembroucke, n'a-t-il pas dit lui-même qu'en Hollande et au Danemark, les dépenses sociales sont plus élevées de 6% par rapport au Produit Intérieur Brut que chez nous ? 6% du PIB belge, cela représente 480 milliards par an. Et la croissance des revenus des fortunes (dividendes, intérêts et loyers), passés de 932 à 1.611 milliards entre 1987 et 1995, cette croissance ne prouve-t-elle pas qu'il y a de l'argent à trouver en Belgique ? Chez les riches.

C'est de ce point de vue que lutte aussi le comité 532, qui veut chercher 500 milliards par an chez les riches et exige les 32 heures semaine sans perte de salaire. Cette position est la seule qui permette de changer les rapports de force. Donc, nous soutenons le pique-nique organisé par le comité 532, samedi 3 août, à 12 heures, à la porte de Val Duchesse.

Les trois lois-cadres sont trois haches tranchantes

Que fera le gouvernement de ses pouvoirs spéciaux ?

«Le gouvernement ne se dérobera pas devant ses responsabilités et prendra des décisions vigoureuses», a dit le ministre du Budget Van Rompuy (CVP) au débat parlementaire sur les lois-cadres. (1) Comment lui et ses collègues utiliseront-ils les pouvoirs spéciaux que la Chambre et le Sénat viennent de leur accorder ?

Kris Merckx

Les lois-cadres qui viennent d'être approuvés portent des noms rassurants :

1° Modernisation de la Sécurité sociale et viabilité des régimes légaux des pensions.

2° Promotion de l'emploi et sauvegarde préventive de la compétitivité.

3° Réalisation des conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union Monétaire Européenne.

C'est surtout le titre de la première loi-cadre qui vise à susciter le soulagement : "Ouf, ils vont préserver notre régime légal des pensions !" Frank Vandembroucke et le député Dighneef (PS) renforcent encore cette impression en déclarant que les lois-cadres constituent "des garanties d'acier". Roger Delizée (PS) confirme : «Il ne s'agit pas d'un démantèlement ou d'opérations budgétaires, mais bien d'une modernisation. Tous les fondements de notre Sécurité sociale sont confirmés et même renforcés.» (2).

Le président de la FGTB Michel Nollet contredit largement cette présentation : «Les lois-cadres ne contiennent que des grands principes et c'est pour ça qu'on ne voit pas très bien ce qui va se passer. Sinon qu'on sait que la Sécurité sociale va être entraînée dans la tourmente budgétaire.» (3). Les trois lois-cadres - en fait des pouvoirs spéciaux (voir éditorial) - sont en effet trois haches avec lesquelles le gouvernement provoquera des désastres sociaux.

Dehaene veut passer en dessous de la norme des 3 %

Grâce à la loi UME, le gouvernement pourra prendre "toutes les mesures nécessaires" afin d'atteindre la norme de Maastricht limitant le déficit budgétaire à 3 % du Produit



Le PTB proteste aux fêtes Gantoises contre les lois-cadres, avec le soutien d'un groupe de musique français. Peu après ils seront brutalement arrêtés. Violence policière et pleins pouvoirs, deux symptômes d'un régime de plus en plus dictatorial.

Intérieur Brut (PIB). Dehaene veut même passer en dessous des 3 % pour atteindre 2,8 %, "par prudence". (4) Pour y arriver, il faudra trouver 80 milliards, dont 32 milliards sous forme de recettes nouvelles (impôts) et 48 milliards sous forme d'économies. 20 autres milliards pourraient encore s'y ajouter, suite au déficit découvert récemment dans le budget de la Sécurité sociale de 1996.

Dès à présent et jusqu'au mois d'octobre, le gouvernement prendra des mesures par tranches, via des arrêtés royaux. A quoi faut-il s'attendre ?

1. A une très rapide augmentation des accises sur l'essence, le tabac et l'alcool. Ces produits ne figurent plus dans le décompte de l'"index-santé". Le SP jure que les lois-cadres garantissent la liaison des allocations sociales à l'index, mais cache le fait qu'il s'agit de l'index-santé.

En mai 1996, cet index truqué atteignait 119,90 points contre 122,16 au véritable index : une perte de plus de 2%, soit davantage qu'un saut d'index. Avec la nouvelle hausse des accises, cette perte gonflera encore.

2. Le ministre des Finances Maystadt "n'exclut pas" qu'on prolonge la non-indexation des barèmes fiscaux en 1997 (5). Ceci coûtera vingt milliards aux contribuables, soit dix mille francs au moins pour une famille moyenne de travailleurs. On enterre donc la promesse du président du PS, Busquin, selon qui la pression fiscale sur le travail ne serait pas alourdie.

3. Maystadt pense également à une Cotisation Sociale Généralisée, qui remplacerait la cotisation de crise existante (3%), la cotisation sociale spéciale et la

cotisation de solidarité des pensionnés (6).

Pas question d'un impôt sur les fortunes. Pire : «le SP flamand refuse qu'un impôt sur les fortunes soit introduit via cette loi-cadre» (7) !

Démantèlement historique des pensions et puis aussi...

La loi-cadre sur les pensions promet tout d'abord «en matière de cotisations patronales de tendre, d'ici à cinq ou six ans, à une correspondance avec le système de nos trois principaux partenaires commerciaux». Ceci ouvre la porte à un démantèlement historique des pensions. L'âge de la pension des femmes sera progressivement porté à 65 ans comme pour les hommes. Le principe des jours assimilés - chômage, invalidité et prépension sont comptés comme des journées de travail - est maintenu. Mais Colette Burgeon (PS) a averti : le mode de calcul de ces jours pourra être modifié (le salaire de référence, par exemple). Selon Madame Cahay (PSC), les deux mesures pourraient réduire la pension des femmes jusqu'à... 30 % ! (9)

La cotisation de solidarité frappant les "grosses" pensions sera augmentée. La loi reconnaît bien le caractère spécifique des pensions publiques, mais ici aussi on pourra en changer le mode de calcul. En ce qui concerne les soins de santé, on contrôlera encore plus strictement l'application de la norme de croissance d'1,5%. On prépara aussi d'autres graves mesures de restrictions dans le secteur des hôpitaux. Quant

aux allocations familiales, on introduira probablement au nom "du renforcement des cotisations aux familles en situation difficile" une sélectivité (selon les revenus) dans ce secteur aussi.

D'après Michel Nollet, «Dehaene nous a dit qu'il y aurait des mesures dans tous les secteurs, aussi dans le chômage» (3). Ici, on penserait à renforcer les conditions d'exclusion des chômeurs de longue durée et à allonger encore la période d'attente des jeunes (10).

La troisième loi-cadre contient les mesures du fameux "Contrat d'avenir" rejeté par la FGTB et une large partie de la CSC. Une norme salariale fera dépendre les salaires de l'évolution en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Dans des circonstances "exceptionnelles", le gouvernement pourra prendre des mesures, y compris contre l'index. La loi prolonge aussi les mesures diminuant les cotisations sociales patronales. Elle augmente l'âge de la prépension de 55 à 58 ans et introduit la prépension à temps partiel. Elle introduit davantage de flexibilité et pour suivre l'évolution de l'emploi, instaure un Conseil National de l'Emploi et l'obligation d'établir un "bilan social" dans les entreprises.

(1) Chambre, 17.7.96, Comptendu analytique (CRA ou B.V. en néerlandais), p. 2110.
 (2) Chambre, 3.7.96, CRA, p. 1644. (3) La Wallonie, 26.7.96.
 (4) Sénat, 22.7.1996, BV, p. 831.
 (5) Chambre, 15.7.96, BV, p. 98.
 (6) Chambre, 17.7.96, BV, p. 2107.
 (7) Chambre, 15.7.96, BV, p. 1990.
 (8) Chambre, 5.7.96, BV p. 1732.
 (9) Chambre, 4.7.96, BV p. 1719.
 (10) De Morgen, 27.7.96.

Médailles : compter par clocher ?

L'agitation communautaire éfreinée et incessante des politiciens CVP, PSC, SP, PS, VLD, PRL, Volksunie, Agalev, Ecolo et de toutes sortes de groupes et groupuscules fascistes et séparatistes empoisonne de plus en plus les esprits.

On assiste à un véritable lavage de cerveau durant ces dernières semaines. Le mythe des "identités" flamande et wallonne (où va-t-on !) est martelé à coup de massue. Les rédactions sportives n'y échappent pas non plus. Lorsqu'une athlète belge a remporté une médaille aux Jeux Olympiques, le journaliste de la BRT a commenté : «Hier soir, la Belgique a remporté sa cinquième médaille. La première pour la Wallonie.» A quand des listes de médailles par province ? Par commune ? Ou par clocher ? On ne donne pourtant pas de médailles aux pays, mais aux athlètes. (sauf quelques compétitions).

La Belgique, la Flandre, la Wallonie, la Normandie, l'Alsace, la Bavière, la Picardie, la Zélande etc. n'ont pas remporté de médailles. Les athlètes et eux seuls ont remporté des médailles d'or, d'argent ou de bronze. Et ça n'a rien à voir avec la couleur de leur carte d'identité.

1 jeune sur 4 dépressif

La crise du capitalisme sévit depuis déjà plus de vingt ans. Ce qui influence l'état d'esprit des gens. Et plus particulièrement celui des jeunes qui voient l'avenir en noir.

Une enquête de la Région bruxelloise parmi les jeunes a montré que près d'un quart d'entre eux se sentent dépressifs. Quatre sur dix disent être dégoûtés de l'école et n'en voient plus la nécessité. Un bon tiers des jeunes ont déjà pensé au suicide. (Standaard, 10/7)

La Wallonie rattachée à la France ?!

Folie communautaire au débat de la Chambre sur les lois-cadres

Kris Merckx

Le débat à la Chambre sur la Sécurité sociale, le budget et l'emploi a déraillé vers la folie communautaire. Une preuve alarmante que les politiciens des partis bourgeois n'ont aucune solution à offrir aux problèmes fondamentaux des travailleurs.

Le plus grand tapage a été mené par Claude Eerdekens qui veut rattacher la Wallonie à la France : «Nous, Wallons, a déclaré le député PS, nous n'avons pas honte d'être proche d'un grand pays comme la France ! Si vous, Flamands,



Les flics se mettent à quatre pour arrêter un seul militant du PTB. Qui n'était pas seul visé : une troupe théâtrale entière a été embarquée.

Le SP chasse le drapeau rouge

Le PTB interdit aux Fêtes gantoises

Depuis 3 ans, la majorité SP-VLD interdit l'information politique aux Fêtes gantoises. Ceci vise en fait les communistes du PTB. Lequel ne s'y est jamais soumis.

Claude Yande et Lieve Bossuyt

Le PTB a défilé dans le cortège d'ouverture des Fêtes gantoises, le 20 juillet, sous le nom de "comité des aéronautes Saint-Jacob". Avec cinq grands ballons colorés, nous étions sur le podium et là... nous avons percé les ballons. Le texte de chaque ballon est alors apparu : le SP soutient le régime assassin au Rwanda, les lois-cadres saigneront plus que jamais les petites gens. Etonnement et succès. Le 26 juillet, la police est intervenue brutalement. Nous récoltions des signatures pour

une pétition sur le Rwanda, lorsque des agents ont voulu séparer nos camarades du public. Sept camarades ont été empoignés, chaque fois par quatre agents et emmenés. Nous ne pouvions l'accepter. Nous avons mené, les jours suivants, des actions anti-lois-cadres. Les attaques les plus importantes contre la Sécu, les salaires et les conditions de travail depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous l'avons montré clairement par une action ludique : trois personnes portaient autour de leur nez un cadre avec un tissu blanc. Pour

expliquer chacune des trois lois-cadres, nous avons peint les tableaux. Grand succès également. Nous avons reçu le soutien de la troupe théâtrale française "Compagnie Jolie Môme". «Contre Maastricht et l'interdiction de protester !». La violence policière montre comment le parti socialiste prépare aujourd'hui la voie au fascisme. Il refuse de choisir les intérêts du peuple contre ceux du capital. Huit militants ont été brutalement molestés. Toute la "Compagnie Jolie Môme" a été embarquée, y compris son drapeau rouge. ! Ainsi qu'un témoin qui protestait. Un grand nombre de passants ont aussi été menacés sans raison. Les communistes interdits de fait par le SP ! Qui applique ainsi une revendication du Vlaams Blok.

EN BREF

Travail jusqu'à 75 ans, avec perte de salaire !

Jacques Lefèvre est le chef de groupe des parlementaires PSC à la Chambre. Dans une interview à Vers l'Avenir (11/7), il raconte la fable déjà entendue des pensions impayables. Mais il a étudié deux solutions pour régler cela : «Une première piste serait de prolonger le temps de travail, pas seulement des femmes, mais de tous les travailleurs.» A partir de 60 ou 65 ans, vous commenceriez une véritable deuxième carrière. Et combien de temps durerait-elle ? Lefèvre : «Cette deuxième carrière pourrait s'étendre jusqu'à 75 ans.» Le problème, c'est que les capitalistes préfèrent mettre à la porte les travailleurs âgés plutôt que de les embaucher. Lefèvre y a pensé et propose : «Pour inciter les employeurs à garder des travailleurs âgés, il faudra probablement revoir l'évolution des salaires en fonction de l'ancienneté.»

Payez les factures de votre patron

Monsieur John Goossens, grand patron de Belgacom, a adressé une lettre à ses clients. Il y explique qu'ils doivent payer 100 F par mois pour leur abonnement de téléphone. L'obtention d'un numéro de téléphone auprès du service de renseignements de Belgacom coûtera deux fois plus cher. Par contre, écrit Goossens, les tarifs de certaines communications internationales seront fortement réduits.

Pourtant, bon nombre de simples abonnés n'effectuent jamais de communications internationales. Ils devront payer chaque année 1.2000 F de plus pour que les grandes firmes qui se taillent la part du lion des communications téléphoniques internationales puissent bénéficier de tarifs bon marché !

Deutschland über alles

La nostalgie des fascistes envers la grande Allemagne reste toujours vive. Deux députés du Vlaams Blok, Ignace Lowie et Xavier Buisseret ont ainsi introduit une proposition de loi en vue de germaniser les noms des villes et communes de la région d'Arlon. Arlon deviendrait Arel, Aubange s'appellerait Ibingen, Martelange, Martelingen et Messancy, Metzsig. Les deux nazis déclarent que les changements de nom sont nécessaires à "l'identité socio-culturelle" de la région. Au milieu du siècle dernier, trois quarts des habitants d'Arlon parlaient un dialecte allemand. Mais après la Seconde Guerre mondiale, ils n'étaient plus qu'une petite minorité. Les bourgmestres de la région ont déclaré que les Vlaams Blokkers «ne sont pas contents d'exacerber la haine entre les deux principales communautés du pays et tentent d'allumer des brûlots linguistiques dans notre région». (Vers l'Avenir, 16/7)

Au bas de l'échelle en Europe

Le minimum vital légal, comme l'a calculé Marc Andries de l'université d'Anvers, se situe juste au-dessus de la limite de pauvreté européenne pour un isolé et un peu en-dessous pour un couple. De plus, des subsides locatifs sont accordés aux pauvres dans tous les pays européens, excepté en Belgique et en Italie. Si l'on en tient compte, la Belgique se place tout en bas au niveau européen, encore plus bas que l'Angleterre après 17 ans de thatcherisme. (De Standaard, 5/7) Raison de plus pour renforcer davantage le système de Sécurité sociale de telle sorte que moins de gens doivent faire appel au CPAS.

1. Chambre, 10.7.96, Comptendu analytique (CRA), p. 1744.
2. Chambre, 15.7.96, CRA p. 1986.
3. Chambre, 3.7.96, CRA p. 1638.
4. Chambre, 3.7.96, CRA p. 1643.

La direction du PS a protégé un traître en 1946

Aucune réaction de la famille socialiste aux accusations de Johan Anthierens

En pleine Seconde Guerre mondiale, le socialiste Nichels, fils du bourgmestre socialiste d'Alost, trahit un camarade de son parti, Albert Vandamme. Ce dernier meurt en déportation à Dachau. Après la guerre, l'affaire passe en justice. Le traître bénéficie de la protection de son parti et est acquitté. La victime disparaît dans les oubliettes de la conscience socialiste. Une conscience que Johan Anthierens* va remuer... sans réaction.

Annelise Arcq

En 1937, le Parti Socialiste Belge (PSB, l'ancêtre de l'actuel PS et SP) appelle Albert Vandamme à Harelbeke au poste de secrétaire syndical. Il insuffle une vie nouvelle au syndicat. Actif sur le terrain politique, il défendait ses idéaux socialistes avec le feu sacré. Lorsque la guerre éclate, il entre tout naturellement dans la résistance, comme prolongement logique de ses activités au sein du "Comité d'Espagne". Ce comité rassemblait des fonds destinés aux Brigades Internationales qui combattaient Franco et faisait aussi venir en Belgique des enfants victimes de la guerre. Lorsque le président du PSB, Henri De Man, fait entendre qu'il est favorable à la collaboration avec l'occupant nazi, Albert Vandamme démissionne de son poste de secrétaire syndical.

Comme il est bien vu à Harelbeke, la commune lui confie le soin d'assurer le ravitaillement. Il fournit aussi des faux papiers à des illégaux et des clandestins. Depuis la fin 1940, il est responsable d'un groupe d'une quarantaine de résistants, dont l'activité consiste à effectuer des opérations de sabotage en tous genres et à imprimer et diffuser de la lecture illégale. Dès le début de 1943, le groupe s'amenuise progressivement à cause des arrestations. Début mars de cette année-là, ses supérieurs du Front de l'Indépendance font savoir à Vandamme qu'il est brûlé et qu'il doit passer à la clandestinité. On lui trouve une planque dans le nord de la France d'où il peut poursuivre ses activités. Mais les nazis le pourchassent. Lui et sa famille le savent et font preuve d'une extrême prudence. Lorsqu'Alberic Nichels, fils du bourgmestre socialiste d'Alost et camarade de parti de Vandamme, demande à l'épouse de Vandamme où se cache son mari, elle refuse de répondre.

Descente dans les oubliettes de la conscience socialiste

Le 27 juin 1943, quelques personnes se réunissent dans une pâtisserie de la station balnéaire de La Panne : Vandamme, quelques amis résistants et Nichels, l'initiateur de cette rencontre discrète.

Lorsque les membres du petit groupe quittent l'établissement, ils sont arrêtés par la Gestapo. Deux membres du groupe sont libérés quelques semaines plus tard. Deux jours après son arrestation, Nichels est présent à son travail. Quant à Vandamme et à son camarade Lucien Mestdagh, ils sont transférés dans une série de prisons et de camps. Vandamme mourra en janvier 1945 à Dachau et Mestdagh à Essen. A sa mort, Vandamme laisse derrière lui une veuve, une fillette de quatre ans et un fils de deux ans.

A Harelbeke, il ne fait aucun doute que Vandamme a été trahi. Après la Libération, Nichels est emprisonné pendant 68 jours. En 1947, le procès intenté par les familles Vandamme et Mestdagh se termine mal. Contre toute logique et sans motivation, Alberic Nichels est acquitté. Les frais du procès incombent à Marguerite Vandembroucke, l'épouse de Vandamme, dont l'avocat est Oscar Debunne, homme du PSB et fils d'August Debunne, "monument" socialiste. Avant le procès, il avait assuré qu'il "demanderait des comptes au parti". Au procès, il s'est laissé mener comme un agneau par le duo d'avocats de l'accusé parmi lesquels Théo Lefèvre, futur figure de proue du CVP. Oscar Debunne deviendra plus tard premier secré-



Albert Vandamme, trahi par le fils du bourgmestre socialiste d'Alost en 1943, est mort en janvier 1945 à Dachau. Il avait une épouse et deux enfants. Son camarade Lucien Mestdagh, arrêté avec lui, est mort dans le camp de Essen.

taire de l'Institut Émile Vandervelde. Ceux qui, au procès, avaient témoigné pour Nichels ne s'en sont pas mal portés : Nic Bal est devenu directeur-général de la BRT. Louis Camu, ancien prisonnier politique qui au procès était revenu sur ses déclarations, est

devenu président de la Banque de Bruxelles.

Après le référé, madame Vandembroucke a reçu la visite de Théo Lefèvre. Il lui a dit qu'elle devait faire ce sacrifice pour son parti. Nichels, selon Théo Lefèvre, était en mesure de paralyser tout le

parti; sa condamnation aurait causé des dégâts irréparables. La veuve et les enfants de Vandamme estiment que Nichels aurait été au courant de l'"uraniumconnexion" liant "notre" Société Générale et sa filiale congolaise l'Union Minière à l'armement atomique américain. Spaak était à peu près le seul politicien belge à être au courant de cette connexion. Pendant l'occupation, Nichels aurait dit à Vandamme qu'après la guerre, il publierait un livre sur Spaak. Paul-Henri Spaak se serait senti menacé et aurait pris sur lui de défendre Nichels.

Il y a une seconde hypothèse. La famille socialiste était fort divisée dans la région. Certains dirigeants socialistes avaient trahi, d'autres avaient flirté avec l'occupant. Certains résistants disent que Vandamme, en raison de cette trahison, avait glissé de plus en plus à gauche, vers le communisme. Dans les milieux socialistes, on le considérait de plus en plus comme un communiste. Il était devenu trop rouge pour ses frères roses, qui n'auraient pas hésité à le liquider.

Quoi qu'il en soit, le parti socialiste a laissé tomber Vandamme et a recouvert toute l'affaire d'un manteau de silence. Les accusations portées par Johan Anthierens dans son livre "Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse... et de la Flandre" n'ont suscité aucune réaction de la part des dirigeants socialistes concernés. Pour laisser passer la tempête au plus vite ? Pour ne pas remuer le fond noir des oubliettes socialistes ?

* Johan Anthierens, "Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse... et de la Flandre", EPO, 1996. 206 p. La plupart des données reprises dans cet article proviennent de cet ouvrage.

Une voix pour une autre Flandre

Johan Anthierens, auteur à la plume baroque, est bien connu en Flandre. Dans ce premier livre traduit en français, il dénonce une certaine Flandre, qui a fait de la collabo Irma Laplasse, une "martyre". Le 8 septembre 1944 à Oostduinkerke, Irma Laplasse a rendu visite aux Allemands en retraite, pour leur demander de libérer son fils, collaborateur notoire, arrêté par les résistants. De retour au village, les nazis ont libéré les «noirs» et massacré sept résistants. Pour ces faits, Irma Laplasse a été condamnée à mort et exécutée en mai 1945. A travers ce cas, l'écrivain montre que la réouverture du procès Laplasse est un acte en fa-

veur de l'amnistie et qu'il encourage la réouverture des procès d'autres collaborateurs. En rendant hommage aux résistants, les seuls martyrs, Anthierens donne une voix à une autre Flandre, démocratique et antinationaliste.

L'ouvrage est en vente à la Librairie Internationale, bd M.Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél.: 02/513 69 07. (698 FB, + 58 FB de port)

Johan Anthierens
Les liaisons dangereuses d'Irma Laplasse... et de la Flandre



Libérée de prison, la famille Dogan toujours menacée d'expulsion

A cinq dans une cellule, nourris seulement de tartines pendant un mois

Internés au camp de Steenokkerzeel le 5 juin, le père, la mère et les trois enfants de cette famille kurde ont été libérés le 4 juillet. Mais leur cauchemar n'est pas terminé. Le ministre Vande Lanotte leur a donné l'ordre de quitter le territoire dans les cinq jours. Cet ordre n'est que provisoirement retiré.

Myriam De Ly

Suite à la mobilisation de Frontières Ouvertes et d'amis kurdes, Cemal et Gazel Dogan et leurs trois enfants ont été libérés. Deux jours plus tôt, le Conseil d'Etat avait suspendu la décision de refus de séjour prise par le Commissariat Général aux Réfugiés. Mais à leur sortie du camp de Steenokkerzeel, ils reçoivent l'ordre de quitter le territoire dans les cinq jours. Motif : pas de passeport ! Cemal et Gazel Dogan ne comprennent pas immédiatement la portée du document.

Ahmet, quatre ans : «J'ai eu faim»

Le soir, dans leur maison de Fleurus, où ils vivent depuis cinq ans, les amis affluent : les voisins belges et italiens viennent les embrasser, leur apporter des vivres. Le lendemain, leur avocat leur apprend que le cauchemar continue. Les amis ne comprennent pas : comment peut-on traiter des gens de cette façon ? Quel jeu cynique joue-t-on ? Ils racontent Steenokkerzeel. Enfermés à cinq dans une cellule, ils

reçoivent matin, midi et soir une seule tartine avec un petit ravier de confiture. En un mois, ils ont reçu un seul fruit : une pomme ! Ils n'ont eu droit qu'à une heure par jour de sortie dans la cour.

Arrêtés de la même façon que les juifs pendant la guerre, lors d'une convocation au Petit-Château, ils n'avaient pas de vêtements de rechange. La famille leur a apporté le nécessaire. On ne leur a transmis que la moitié. Pendant trente jours, le père et la mère vivent dans la peur de l'expulsion. On les menace : «Il faut appeler votre avocat, sinon on vous renvoie en Turquie...» «C'est de la torture psychologique», dit Cemal. Ils entendent les gardiens réveiller d'autres familles à l'aube pour les amener à l'aéroport. «J'ai eu faim», confie Ahmet, le petit de 4 ans, qui a beaucoup pleuré. Il a vu un réfugié polonais s'ouvrir les veines. La famille, les amis sont révoltés : comment peut-on traiter des enfants de la sorte ?

Frontières Ouvertes mobilise pour une action au marché de Charleroi le 7 juillet. Les enfants Dogan sont là. Sur leurs panneaux, ils ont écrit qu'ils ne veulent plus jamais retourner en prison, qu'ils veulent rester ici en Belgique, avec leurs



Les enfants sont toujours traumatisés par leur séjour en prison. «Comment peut-on traiter des enfants ainsi ?», s'indignent des travailleurs belges, rencontrés au marché de Fleurus.

amis du quartier, de l'école. Les parents sont là, ainsi qu'une trentaine d'amis kurdes, les voisins belges et Frontières Ouvertes.

Soutien des travailleurs belges

Et les travailleurs carolos répondent à leur appel. 251 signent la pétition. 1.570 FB de soutien sont

récoltés. Ils ne comprennent pas qu'on puisse enfermer des gosses ainsi. Ils signent pour que la famille puisse rester à Fleurus, qu'elle ne soit pas expulsée vers un pays en guerre.

Les refus sont rares, tout comme les réactions racistes. Le terme «réfugiés» est devenu concret avec les visages de ces enfants. Renforcés par ce soutien belge, les amis kurdes continuent de collecter des

signatures dans les quartiers, à la sortie des magasins. L'administration communale de Fleurus a renvoyé une liste de signatures à l'avocat. 1.800 personnes ont déjà manifesté leur soutien.

L'ordre de quitter le territoire a été retiré, suite à l'intervention de l'avocat. Mais la bataille judiciaire se poursuit car le Commissariat aux Réfugiés peut ordonner à nouveau l'expulsion de la famille.

Une politique toujours inhumaine

Fermons les camps de concentration et ouvrons les frontières !

Myriam De Ly

L'emprisonnement à Steenokkerzeel a profondément marqué la famille Dogan. La mère et les enfants sont traumatisés, constate le médecin. La mère est sous traitement médical. Elle se croit toujours là-bas.

Famille traumatisée

Les enfants pleurent, se réveillent la nuit, se demandent le matin où ils sont : en prison ou à la maison ? Des travailleurs nous demandent : «Cela se passe-t-il souvent en Belgique ? Comment l'Etat belge peut-il faire cela ?»

Ils ignorent que ces prisons reçoivent l'appui tout particulier des partis socialistes. Tobback (SP) a inauguré le Centre 127 bis de Steenokkerzeel. Le ministre de l'Intérieur Vande Lanotte (SP) autorise le renouvellement de la période de deux mois de la détention de réfugiés dans ces

centres. Il applique ainsi à la lettre la revendication du Vlaams Blok : «Construction de centres d'enfermement fermés pour demandeurs d'asile et pour les clandestins.»

Le témoignage de cette famille nous montre qu'une politique d'enfermement et de rapatriement ne peut jamais être humaine.

Il faut ouvrir les frontières. Le gouvernement belge soutient la Turquie qui assassine ses prisonniers politiques et qui organise des massacres de population au Kurdistan. Ceux qui fuient ces massacres, qui fuient la guerre et la misère, doivent pouvoir trouver un accueil ici. En tant que travailleurs, nous sommes solidaires de toutes les victimes de l'impérialisme, notre ennemi commun.

Les travailleurs peuvent aussi se demander : contre qui les camps de concentration, utilisés contre les réfugiés indésirables aujourd'hui, risquent-ils d'être utilisés demain ?

Régulariser la situation de tous les illégaux !

De nombreuses familles se trouvent dans la situation des Dogan. Ils attendent depuis cinq, six ou sept ans qu'on leur accorde le statut de réfugiés.

Ils vivent une situation de clandestinité avec des problèmes criants au niveau du logement, de la santé, parfois de l'école, ou de l'aide sociale. Vande Lanotte veut expulser quinze mille réfugiés et illégaux par an. Encore une fois, il applique le programme du Vlaams Blok. Toutes ces familles, avec leurs enfants nés ici, scolarisés ici, sont en danger. Ce qui arrive aux Dogan aujourd'hui, peut leur arriver demain. Frontières Ouvertes lutte pour le retrait de la loi Vande Lanotte.



Au marché de Fleurus, soutenus par leurs amis et Frontières Ouvertes, Gazel Dogan et ses trois enfants, Gulhan, 11 ans, Lasan 6 ans et Ahmet, 4 ans, récoltent des pétitions.

Travailler dès trois heures du matin pour 56 F l'heure...

Sous-traitance à Ford Genk : esclavagisme

Pour faire face à la concurrence, Ford confie de plus en plus de travail à la sous-traitance et même à des ateliers protégés : moins cher pour l'entreprise mastodonte, mais une exploitation incroyable pour les travailleurs.

Gilbert Schrijvers

Les ateliers protégés BEWEL de Diepenbeek (Limbourg) sont chargés de faire chaque jour la lessive pour Ford Genk. A des prix ridiculement bas, car une partie des salaires horaires est payée par les subsides de l'Etat, en fonction des prestations fournies.

Depuis quelques semaines, Ford exige que la lessive soit emportée à 4 h 20. Mais pour ce nouveau service, Ford n'est pas prête à déboursier un franc. Pour les deux chauffeurs, qui commencent normalement leur journée à 6 h du matin, cela signifie se lever à 3 h, aller chercher leur camion à BEWEL à 4 h, charger la lessive chez Ford et décharger au lavoir puis... attendre jusqu'à 6 h pour entamer leur tournée ordinaire. En outre, ces heures ne sont pas rémunérées, effectuées sans doute par amour de l'institution, car le budget prévu pour les salaires est complètement épuisé. Et Ford menace de confier ailleurs le travail de lessive. Finalement, Ford a quand même accepté de payer le supplément de ce service de nuit, soit 56 F l'heure. D'une part, l'entreprise qui brasse des milliards, chicane pour 56 F x 2 x 2 = 224 F par jour. D'autre part, deux hommes, handicapés, doivent se lever en pleine nuit et commencer une journée de 12 heures pour 112 F seulement.

La firme Securi-Clean effectue pendant les heures nocturnes, en semaine et le week-end, toutes sortes de travaux de nettoyage pour Ford.

La nuit, le week-end, travail sale, malsain et sous-payé...

Cela veut dire : nettoyer des centaines de récipients à peinture, gratter à la palette, enfermé dans une position inconfortable, des couches de peinture durcie et autres substances chimiques, travailler sur les mains et les genoux parfois pendant des heures, dans des citernes et des buses...

Il y a quelques années, Médecine pour le peuple a mené des actions contre cette firme parce que certains travailleurs présentaient des symptômes d'intoxication suite à l'emploi d'un produit volatil inconnu, dont on avait enlevé des flacons les étiquettes portant le mode d'emploi et la mise en garde. Aujourd'hui encore, les ouvriers travaillent avec du thinner et produits similaires. Et ils ne disposent toujours pas de masques ni de vêtements de protection. De plus, les travailleurs doivent manger sur leur lieu de travail.

Il y a au total 240 ouvriers : une cinquantaine de «fixes» qui travaillent la semaine et pour le reste, des travailleurs du week-end, pour



A Manille, le travail coûte moins cher, dit cette affiche de la Centrale Générale FGTB. Les patrons de Ford Genk sont bien contents de trouver des ouvriers payés comme dans le tiers monde.

la plupart étudiants ou pensionnés mineurs, ainsi que des occasionnels qui travaillent à temps plein ailleurs durant la semaine. Ce sont en général des gens plongés dans les dettes et qui se trouvent donc à la merci des patrons. Si Ford décide d'une réunion des responsables d'équipe de cette firme Securi-Clean (généralement pendant la semaine), certains sont obligés de prendre un jour de congé dans leur entreprise (d'où perte de salaire).

Il arrive régulièrement que les inspecteurs de Ford refusent le travail fourni. Quand ils constatent qu'un homme d'une équipe a insuffisamment nettoyé la cabine

de peinture, toute l'équipe doit faire deux heures supplémentaires pour refaire le travail. Il est vrai qu'ils sont rétribués par leur firme à un salaire horaire normal (sans prime d'heures supplémentaires), mais cela ne coûte pas un franc en plus à Ford.

Bien que la protection contre les poussières toxiques soit minimale, les travailleurs doivent étudier un épais syllabus sur les situations d'urgence et la manipulation des produits chimiques. A tout moment, ils peuvent être interrogés sur cette matière par l'inspecteur. Une connaissance insuffisante des instructions peut entraîner leur licenciement. La responsabilité de

la lutte contre les risques leur revient comme un boomerang.

Il y a environ un mois, tous les travailleurs ont reçu une lettre de Securi-Clean : deux autres firmes avaient fait une offre à Ford pour exécuter le même travail à un prix plus bas. Pour affronter la concurrence, Securi-Clean a décidé de se défaire de cinquante hommes à partir du mois d'août. Chose étonnante, au même moment, Securi-Clean était confrontée au même problème à Opel Anvers...

Tunnel vers la sous-traitance de l'autre côté de la route

Pour réduire les coûts de personnel, Ford coupe chaque franc en deux. Mais elle n'hésite pas à consacrer 25 millions pour un tunnel passant sous la route. Ce passage souterrain est destiné à livrer plus rapidement les produits semi-finis, effectués par trois entreprises sous-traitantes de l'autre côté de la route. Le just-in-time, vous savez ce que c'est... Ford s'est débarrassée de dizaines de travailleurs qui, avant, fabriquaient les mêmes produits pour un salaire Ford.

L'administration communale de Genk prend en charge une partie des coûts d'aménagement permettant l'accès à cette zone industrielle parce qu'elle estime que Ford garantit suffisamment l'emploi dans la commune. Les sous-traitants actuels, dans l'ombre de l'entreprise mastodonte qui est leur seul client, sont pieds et poings liés face à l'arbitraire de Ford. Le tunnel et les dispositions de la commune renforcent cette dépendance.

«Je ne suis pas un dossier de papiers»

Un médecin roumain en grève de la faim contre son expulsion

Michel Glibert, Maxime Néllis, Thierry Warmoes

La famille Vajeu vit depuis 6 ans en Belgique. Ciprian, 42 ans, est médecin à la clinique Saint-Joseph à Arlon. Il est engagé comme technicien du plâtre et complète ses études de médecine à l'UCL (son diplôme n'est pas valable en Belgique). Sa femme travaille à Libramont et fait des études de médecine à Liège. Leur fils va à l'école à Bertrix.

Dès son arrivée, Ciprian Vajeu demande le statut de réfugié politique. Mais en 1992, celui-ci lui est refusé. Il demande alors un permis de séjour. Il n'a aucune nouvelle jusqu'à ce qu'en octobre 1995, l'Office des Etrangers donne un avis favorable. Mais le 21 juin, la famille reçoit l'ordre de quitter la Belgique.



Ciprian Vajeu

Ciprian ne se résigne pas. Il entame une grève de la faim le 13 juillet en l'Eglise Saint-Donat d'Arlon et lance une pétition contre son expulsion. Ciprian Vajeu arrête sa

grève le 19, fort affaibli. L'abbé Hansen, qui l'a accueilli, explique : «Ses revendications sont justes. On ne réexpédie pas une famille comme un colis sans valeur. L'Office des Etrangers me semble peu cavalier. Même si nous n'avons pas les moyens d'accueillir encore beaucoup de réfugiés, nous devons accepter ceux qui vivent déjà chez nous.»

Nous avons rencontré Ciprian Vajeu.

Arlon vit un énorme élan de solidarité avec votre cause. Tout le monde en parle. On dit que vous avez déjà plâtré deux fois la population d'Arlon...

Ciprian Vajeu. Oui, et un quart de la population a déjà signé ma pétition. J'ai déjà 4.000 signatures. Nous continuons jusqu'à ce que nous ayons notre permis de séjour. Tous les 2, 3 jours, j'envoie un

paquet de pétitions à l'Office des Etrangers.

Des professeurs et élèves de l'école de fils ont récolté les 2.200 premières signatures. Ils ont dû insister pour voir un conseiller subalterne de l'Office des Etrangers, qui n'a rien dit. Les pétitions viennent de partout : d'Herbeumont, où j'ai habité pendant cinq ans, de Libramont, d'Arlon, de Bertrix, de tout le Luxembourg. A l'Eglise Saint-Donat, j'ai reçu beaucoup de témoignages de sympathie. Beaucoup de touristes ont aussi signé.

Je compte fort sur cette mobilisation. Les pressions politiques, les pistons, je n'y crois pas fort. Et nous avons déjà obtenu un premier résultat : mon dossier a été transmis à la sixième direction de l'Office des Etrangers, celle qui s'occupe de l'«intégration». C'est bon signe.

«Je ne suis pas un chien»

Pourquoi cette grève de la faim ?

Ciprian Vajeu. Parce que je ne peux ni comprendre, ni accepter que l'on me mette à la porte comme un chien, après six ans de résidence en Belgique. On ne traite pas des cas humains comme des dossiers de papiers. En fait, ils misent sur l'élément surprise. 98% s'en vont en silence. Moi, je fais partie des 2% qui décident de se battre. Se battre contre l'Office des Etrangers, c'est se battre contre Goliath. Mais je n'ai pas le choix. A 42 ans, il serait difficile pour moi et ma famille de recommencer une nouvelle vie en Roumanie, après y avoir tout abandonné et m'être adapté à la Belgique. Mon gamin a 14 ans, il est ici depuis ses 8 ans.

USA : leçons de la lutte pour l'égalité des droits

Eddy Maes

Peu après la guerre civile (1861-1865), les Noirs américains ont reçu l'égalité constitutionnelle des droits.

Ils devront pourtant lutter encore près de cent ans pour arracher, dans la pratique, l'intégralité des droits civiques.

Le livre "Race, reform and rebellion" de Manning Marable constitue un bon point de départ pour comprendre cette lutte. Ce Noir américain, professeur d'histoire et de sociologie politique, jette la lumière sur la lutte de l'Amérique noire de 1945 à 1982 et intègre aussi dans son analyse la position de classe des Noirs.

La lutte pour l'intégralité des droits civils aux Etats-Unis vise essentiellement à arracher l'égalité constitutionnelle. Les deux objectifs principaux sont l'exercice du droit de vote et la levée de la ségrégation raciale.

Droit de vote national mais conditions locales

Aux Etats-Unis, ceux qui veulent voter doivent s'inscrire au préalable. Jusqu'à l'adoption du *Voting Rights Act* en 1965, chaque Etat pouvait y associer des conditions. Dans les Etats du sud surtout, il fallait passer un examen. Les Noirs illettrés ou peu scolarisés (ainsi que les Blancs pauvres) étaient ainsi privés du droit de vote. En outre, les Noirs qui voulaient s'inscrire sur les listes électorales étaient victimes d'intimidation. Les campagnes du mouvement noir pour encourager davantage de Noirs à se faire inscrire présentent deux aspects.

Par leur voix, les Noirs peuvent soutenir la fraction de la bourgeoisie opposée à la ségrégation et faire pression sur elle. Mais cela éveille aussi l'illusion qu'il est possible, par des élections, de modifier fondamentalement la politique de l'Etat capitaliste. Par ailleurs, ces campagnes allant de pair avec l'alphabétisation des nombreux Noirs illettrés, rehaussent l'intérêt politique et la conscience politique des Noirs.

Non à la ségrégation raciale !

Dans l'entre-deux-guerres, une série d'actions en justice sont entreprises contre la ségrégation. La ségrégation dans l'enseignement constitue une cible importante du mouvement noir, dans les années 50. En 1954, plusieurs procès accèdent à la Haute Cour de Justice. Par un jugement historique, celle-ci décide, dans l'affaire Brown, que la ségrégation raciale dans les écoles publiques doit être suppri-

mée. Le mouvement en faveur des droits civils entame une mobilisation pour arracher la mise en application de ce jugement. Un an plus tard, la même Cour ordonne l'introduction immédiate d'un ensei-

gnement mixte. Ce verdict constitue à son tour le point de départ d'une mobilisation encore plus large dans la lutte pour l'abolition totale de l'apartheid.

En 1955, à Montgomery, Alabama, une femme noire

est arrêtée parce qu'elle s'est assise à une place de bus réservée aux Blancs, "white only". Le mouvement pour les droits civiques entame alors dans cette ville un boycott des bus qui durera une année entière. Ce qui donne un élan important à l'action encore faible contre la discrimination raciale dans les bus à Tallahassee, Floride. Et à Birmingham, Alabama, l'action connaît un nouvel essor.

Pendant l'action de boycott, le jeune pasteur noir Martin Luther King fait figure de leader. Il associe la lutte légale, basée sur la Constitution, à une mobilisation massive, des Noirs, soutenue par une partie de la classe moyenne blanche. Une victoire sur un point, dans un endroit, est utilisée comme fer de lance, encouragement, inspiration pour d'autres actions. Par ailleurs, la lutte d'indépendance en Afrique renforce la confiance en eux des Noirs.

Succès malgré la répression sanglante

M.L. King, qui jure par l'action non violente contre l'apartheid, reçoit le Prix Nobel en 1964. Si les militants noirs sont pacifiques, la police ne l'est pas (surtout dans les Etats du

Arracher l'égalité



En août 1963, plus de 250.000 manifestants ont marché sur Washington. Son célèbre discours "J'ai fait un rêve". Certains dirigeants noirs y ont vu un succès qui s'était prononcé pour la "Civil Rights Bill". Pour les Noirs des ghettos, l'emploi et la liberté" était surtout une protestation contre l'exploitation et

sud), ni les groupes fascistes blancs, dont le Ku Klux Klan est le plus grand et le plus connu. Des dizaines de milliers de militants noirs sont arrêtés. Des centaines sont maltraités et assassinés. A chaque pas en avant du mouvement noir, les fascistes blancs répondent par des lynchages.

Pourtant, la lutte massive, soutenue, pour l'égalité des droits civiques est enfin couronnée de succès par l'approbation du *Civil Rights Act* en 1964 et du *Voting Rights Act* un an plus tard. Toutes les discriminations légales envers les Noirs sont ainsi levées. L'acquisition par les Noirs de la citoyenneté américain-

ne et l'établissement de l'égalité constitutionnelle des droits a fortement encouragé les Noirs à devenir eux-mêmes le pilier de la lutte pour les droits civiques, à s'organiser et à s'engager politiquement. Chez nous, l'absence d'égalité de droits pour les immigrés est un frein important à leur pleine participation à la lutte contre l'exploitation capitaliste mais aussi à celle pour l'obtention de l'égalité complète des droits. Aussi, la réalisation de la naturalisation automatique pour laquelle Objectif 479.917 a rassemblé un million de signatures, est une nécessité urgente.



La ségrégation raciale dans les bus était un des thèmes principaux de la lutte du mouvement noir aux Etats-Unis. Après l'arrestation de Rosa Parks, qui s'était assise sur une place réservée aux Blancs, les Noirs de l'Alabama ont boycotté les bus durant une année.

L'anticommunisme affaiblit la lutte pour l'égalité des droits

«Mon point de vue est que la Guerre froide, ainsi que l'anticommunisme de la plupart des dirigeants noirs, a retardé les campagnes contre la ségrégation d'au moins une décennie», affirme Manning Marable dans la préface de son livre.

A la fin de la Seconde Guerre mondiale, le mouvement noir est particulièrement fort. Pendant la guerre, on avait besoin des Noirs pour maintenir le niveau de la production. En 1941, une "Marche sur Washington" s'est déroulée sous la direction du dirigeant syndical noir Philip Randolph. Pendant la guerre, le Parti Communiste américain crée le premier syndicat mixte et

le nombre de membres noirs augmente de manière phénoménale (1,25 million à la fin de la guerre). Noirs et Blancs libéraux reviennent de guerre, fermement décidés à exterminer le racisme. Davantage de Noirs sont élus après la guerre et, au Congrès, plusieurs propositions d'abolition de l'apartheid sont déposées. La qualité de l'enseignement s'améliore. Mais la guerre froide et les campagnes anticommunistes du sénateur Mc Carthy ont un effet néfaste sur la cause noire. Des antiracistes, accusés d'être communistes, sont menacés de poursuites. Les syndicats sont contraints d'éliminer de leurs rangs les

éléments de gauche. Onze syndicats progressistes excluent un million de membres. En 1951, la peine de mort pour "idées marxistes" est instituée au Tennessee. Mais pour beaucoup de Noirs, ouvriers et paysans, les communistes restent les plus grands partisans de l'égalité. Philip Randolph, dirigeant du plus grand syndicat noir, surnommé le "Lénine du Black movement", devient le "Noir le plus dangereux d'Amérique".

En échange de quelques vagues promesses du gouvernement Truman, la toute grande majorité des dirigeants noirs s'engagent eux aussi dans la voie de

l'anticommunisme. Même Randolph cède. Seul DuBois, fondateur du premier et principal mouvement noir des droits civiques (le NAACP), et Paul Robeson tiennent bon.

Dans les années 30, DuBois se rend à trois reprises en Union soviétique et devient révolutionnaire marxiste : «Le mouvement de libération noir doit être socialiste.» Paul Robeson, politicien, chanteur, acteur, était lui aussi un communiste convaincu. Très vite, il réalise que l'anticommunisme a pour objectif, notamment, de saboter le progrès des droits égaux pour les Noirs. Dans les années 50, l'administration Truman

réussit à saper le prestige de DuBois dans sa communauté. En 1951, il est condamné à cinq ans de prison comme "espion de l'étranger". Il est acquitté en appel. Pourtant, tous ses livres et discours sont éliminés des écoles et bibliothèques. Les dirigeants noirs parviennent même à ce que le "legal defence fund" du NAACP refuse de défendre DuBois. Des promesses de Truman, rien de vient. La position forte du mouvement noir après la guerre n'a pas du tout conduit à abolir la ségrégation parce que la plupart des dirigeants noirs se sont engagés dans la voie de l'anticommunisme de la Guerre froide.

égalité constitutionnelle



King y a prononcé son soutien à Kennedy, cette "marche pour le chômage."



Martin Luther King et Malcolm X lors de leur seule rencontre en 1964. Les deux dirigeants sont arrivés à la conclusion que, pour obtenir une émancipation véritable des Noirs, il faut mener la lutte contre le capitalisme. Tous deux ont payé cette évolution de leur vie.

Révolutionnaires noirs assassinés

Des assassinats de Malcolm X et M.L. King, le Black Panther Party (BPP) tire la conclusion que, sans violence, la bourgeoisie américaine ne permettra pas l'émancipation des Noirs. Dans les quartiers noirs, le BPP organise l'autodéfense armée contre les violences des racistes et de la police. Il étudie aussi la révolution cubaine, vietnamienne et chinoise. Son programme est anticapitaliste et, sur cette base, il cherche des contacts avec des Blancs de gauche et révolutionnaires et avec des organisations d'autres minorités. En 1967, le BPP lance le *Free Breakfast program* (petit déjeuner gratuit) pour les enfants pauvres et dispense des soins gratuits. Le prestige du BPP augmente : selon le FBI, en 1970, 25 % des Noirs et 43 % des jeunes Noirs avaient le plus grand respect pour les Panthers. (1) Le gouvernement prend peur et le FBI engage une représ-

sion sans pitié contre les Panthers : le Counter Intelligence Program. Rien qu'en 1969, 27 Black Panthers sont assassinés par la police et 749 emprisonnés pour des années. Pendant des années, assassinats et fusillades se poursuivent jusqu'à ce que le BPP soit détruit. Pour s'assurer de la liquidation définitive du BPP, George Jackson, son maréchal national, est assassiné en prison en 1971. Face à cette violence sans limite, le BPP est relativement isolé. L'opportunisme de nombreux dirigeants noirs et le manque de soutien des démocrates blancs ont joué un grand rôle dans cet isolement. Ces nationalistes, qui accordaient une importance centrale à l'"auto-organisation" des Noirs, n'étaient pas en mesure de constituer un mouvement anticapitaliste fusionnant la lutte de tous les exploités.

1. H. Zinn, *A people's history of the United States*, in *Solidaire* 12-13, 1993.

Martin Luther King, Malcolm X, Black Panthers

Lutter pour les droits égaux avec un programme anticapitaliste

Dans la lutte pour les droits civiques, deux personnalités ont parcouru un chemin remarquable : M.L. King et Malcolm X. Tous deux en viennent à la conclusion que, pour obtenir une véritable émancipation des Noirs, il faut engager la lutte contre le capitalisme. King sur base de sa "vision de l'intégration" et Malcolm X sur base de sa vision nationaliste. Tous deux ont payé cette évolution de leur vie.

Martin Luther King, comme bon nombre de dirigeants du mouvement des droits civiques, part de l'idée que l'apartheid et le racisme sont des débordements du système. «Ils croient habituellement que l'Etat est, en soi, un "appareil neutre", ouvert à la pression et à la persuasion de groupes d'intérêts en compétition. Ils ont tenté d'influencer l'opinion publique et le comportement des masses sur la question raciale en changeant les politiques publiques, l'éducation et l'activité culturelle.» (1) L'intégration dans le système ainsi que la réforme de ce système constituent la base politique de la stratégie non violente de M.L. King. Il va même jusqu'à soutenir le président Lyndon Johnson dans sa campagne électorale en

1964 en guise de remerciement pour l'approbation du *Civil Rights Act*. Pendant cette période, il tempère les actions pour ne pas mettre en danger l'élection de Johnson.

Révolte dans les ghettos noirs

Alors que les Etats du sud sont le moteur de la lutte pour l'intégralité des droits civiques, la misère prend des proportions désastreuses dans les ghettos noirs des villes du nord. Les Noirs veulent en premier lieu de meilleures conditions de vie. Qu'est-ce que ça peut leur faire d'avoir le droit d'entrer dans un théâtre blanc s'ils n'ont même pas l'argent pour y aller ? Dans ces ghettos, c'est surtout "Nation of Islam", l'organisation d'Elijah Mohammed, qui gagne de l'influence. Elle crée ses propres écoles, fonde une organisation paramilitaire, "Fruit of Islam", qui exécute des missions de surveillance, et ouvre des centres d'accueil pour drogués et chômeurs. Elle rend au Noirs le respect d'eux-mêmes mais propage en même temps une ségrégation raciale. En 1954, Malcolm X devient le chef religieux du "Temple 7" à

Harlem. Il connaît à fond la vie dans les ghettos noirs. Malcolm X résumait ainsi la conception nationaliste de "Nation" : «La question n'est pas de vouloir l'intégration ou la séparation, la question est de vouloir la liberté, la justice et l'égalité. Ce n'est pas l'intégration que veulent les Nègres d'Amérique, c'est la dignité humaine.» Il s'oppose fermement au soutien de l'élite noire au président Johnson.

"La révolte de l'exploité contre l'exploiteur"

De 1964 à 1968, de grandes émeutes secouent les grandes villes, faisant des dizaines de morts. La situation des Noirs pauvres recule : mortalité infantile élevée, dégradation des conditions de logement, enseignement médiocre, criminalité accrue. En 1964, Malcolm X rompt avec "Nation of Islam" et, après un voyage au Moyen-Orient et en Afrique, adopte un discours plus anticapitaliste. «Nous vivons dans une ère de révolution et la révolte des Noirs américains fait partie de la rébellion contre l'oppression et le colonialisme qui a caractérisé cette ère. Il est incorrect

de considérer la révolte des Noirs comme un simple conflit racial du Noir contre le Blanc, ou comme un problème purement américain. Au contraire, nous assistons aujourd'hui à une rébellion globale de l'opprimé contre l'opprimeur, de l'exploité contre l'exploiteur.» (p.94) En 1965, Malcolm X est assassiné.

Du pacifisme à l'anticapitalisme

M.L. King ne reste pas non plus insensible à la situation dans les ghettos noirs. Il constate que le droit de vote n'apporte pas de changement pour les Noirs pauvres. Pacifiste, il ne peut accepter que l'on dépense des milliards pour la guerre au Vietnam alors que la misère s'accroît dans les ghettos noirs. En avril 1965, il se prononce pour la première fois contre la guerre au Vietnam. La plupart des dirigeants noirs de son entourage tentent de ramener King à d'autres idées mais, en 1966, il lance une nouvelle attaque virulente contre le gouvernement et sa politique à l'égard du Vietnam. Une phrase caractérise son évolution à cette époque : «Pendant quatre ans j'ai travaillé avec

l'idée de réformer les institutions existantes de la société, un petit changement par ci, un petit changement par là. Maintenant, je ressens les choses assez différemment.» (p.115) En 1967, King dirige une manifestation de 125.000 personnes contre la guerre du Vietnam. L'administration Johnson et le FBI font tout pour salir son image. Plusieurs dirigeants noirs l'attaquent. On lui reproche de défendre une vision socialiste. King réagit en cherchant davantage d'appui à gauche. Il programme une campagne contre la misère, la *Poor People's March* en avril 1968. Mais le 4 avril, il est assassiné à Memphis, le lendemain de son discours aux éboueurs en grève. L'auteur du livre, Manning Marable, estime que, plus que quiconque dans la période 1945-1982, King «s'est rapproché le plus de la réalisation d'une coalition biraciale pour la paix, les droits civiques et les changements structurels dans le système capitaliste.» (p.117). C'est, selon lui, la raison principale de son assassinat. La plupart des dirigeants noirs ne font pas le choix de King. Ils préfèrent une carrière richement payée dans l'establishment. Un de

ses anciens conseillers déclare, quelques années après la mort de King : «Dans un sens, il valait sans doute mieux pour la plupart d'entre nous qui travaillions avec Martin qu'il ait été tué, parce qu'il évoluait dans des directions radicales auxquelles peu d'entre nous étaient préparés. Et je ne pense pas que beaucoup d'entre nous auraient été prêts à prendre des risques pour leur vie, leurs biens, leur sécurité et leur statut, risques qu'une telle évolution aurait entraînés.» (p. 219)

Choisir le côté du peuple

A l'opposé, on trouve les universitaires noirs qui fondent en 1966 le Black Panther Party (BPP). Ils choisissent d'organiser et de diriger la lutte des Noirs pauvres. Chez nous, les jeunes intellectuels immigrés sont placés devant le même choix : faire carrière comme immigré "intégré" ou organiser et diriger les immigrés dans la lutte contre le système capitaliste, basé sur le racisme et l'exploitation des immigrés.

1. Manning Marable dans "History and black consciousness", *Monthly review* 7-8/1995 p.73.

Washington et Paris : partie de poker au Burundi

Buyoya, le nouveau président, veut rétablir l'unité nationale

Après la fuite du président Ntibantunganya dans l'ambassade des USA, Pierre Buyoya, major (tutsi) de l'armée burundaise, a pris le pouvoir. Il affirme que c'était nécessaire pour éviter de nouvelles violences des fascistes hutus, encouragés par l'impunité des génocidaires rwandais. Mais entre grandes puissances, les cartes se redistribuent...

Hilde Meesters

Pierre Buyoya a reçu une formation militaire à l'École des cadets à l'Académie royale militaire de Belgique. Après avoir renversé son prédécesseur Bagaza, il est devenu président du Burundi de 1987 à 1993. Souffle alors un vent de "démocratisation" à l'occidentale qui poussera le président rwandais Habyarimana à accepter les accords d'Arusha. Et qui obligera Buyoya à organiser des élections multipartites en 1993. Le Frodebu (Front pour la Démocratie au Burundi, parti hutu) de Melchior Ndadaye remporte ces élections contre l'Uprona (Union pour le Progrès National) de Buyoya. Après cette défaite, celui-ci crée l'Association pour l'Unité, la Paix et la Démocratie, avec le soutien financier d'USAID, l'organisation d'aide officielle américaine (1), qui sert de couverture pour les opérations de la CIA.

Pierre Buyoya défend des positions anti-ethnistes. Aujourd'hui, il souligne qu'il veut "faire cesser les massacres et rétablir la paix". Il s'oppose résolument à l'idée d'une intervention militaire étrangère, avancée par l'ONU, l'OUA et l'ancien président tanzanien Nyerere, médiateur pour l'ensemble de la région. Et par la plupart des grandes puissances impérialistes. Mais comment mobiliser le peuple burundais contre l'ethnisme sans défendre ses intérêts matériels par la lutte contre la grande bourgeoisie (tutsi) et la domination du capital étranger ?

Le fascisme rwandais encourage l'ethnisme au Burundi

Même si tous deux ont été longtemps sous tutelle belge, le Burundi ne peut être comparé au Rwanda. Dans ce dernier pays, en 1959, alors que croissait le mécontentement des masses pauvres et des intellectuels tutsi, la Belgique avait placé au pouvoir des Hutu réactionnaires et dociles, alors que pendant des décennies,



Le peuple burundais, de plus en plus menacé par l'ethnisme et les ingérences des grandes puissances. (photo Abos MDW)

elle avait soutenu les "élites" tutsi. A son indépendance, le Rwanda était une république ethniciste hutu. Afin de préserver ses positions néocoloniales, la Belgique a aidé à mettre sur pied cet Etat ethniste. Cet Etat a formé et mobilisé les milices fascistes hutu "interahamwe" qui ont perpétré le génocide de 1994.

Au Burundi, la Belgique n'a pas réussi à manipuler les contradictions ethniques de la même façon. Les rois tutsi étaient attachés à l'unité nationale et tenaient compte de la population hutu. Aux premières élections parlementaires de 1961, le parti Uprona du prince Rwagasore obtint de nombreuses voix hutu. Plus d'un tiers des candidats de ce parti étaient d'ailleurs des Hutu.

La situation a changé à cause de l'influence du Rwanda, où les Tutsi étaient privés de droits après 1959 et massacrés en 1959 et 1964. La Belgique a alors soutenu au Burundi des tendances ethnistes hutu, inspirées par la Parmehutu régnant au Rwanda.

Depuis, au Burundi, les courants ethnistes tutsi se sont radicalisés, mais il existe toujours d'importantes forces antiethnistes, hutu et tutsi. Ces forces - dont Buyoya fait partie - ont pour le moment une influence prépondérante dans l'Etat et l'armée burundais.

Les Etats-Unis ont, à plusieurs reprises, avancé Buyoya comme "figure de conciliation". Le journal belge De Standaard écrit : «Peut-être Buyoya n'est-il pas lui-même l'instigateur du coup d'Etat. Ces dernières années, il s'est tenu en

réserve, faisant figure d' "homme sage". Mais il a reconnu que ce sont surtout les Etats-Unis qui ont construit une stratégie basée sur son retour au pouvoir pour sauver le pays.» (2).

Les véritables objectifs de Paris et Washington

Qu'elles soutiennent Buyoya ou s'opposent à lui, les diverses grandes puissances impérialistes visent chacune le même objectif : contrôler la région des Grands Lacs. Sur ce point, Paris et Washington s'affrontent...

La France veut une intervention militaire sous le drapeau de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), sans aucune participation américaine. Fin juin, une conférence des ministres de la Défense des pays de l'UEO a déclaré que l'Afrique est le terrain approprié pour rendre opérationnel l'appareil militaire de cette organisation. Les Etats-Unis jouent aujourd'hui la carte du dialogue au Burundi, sans écarter une intervention militaire. Mais aux conditions yankees : les autres payent, Washington dirige.

Toute ingérence "humanitaire" de l'une ou l'autre puissance impérialiste poursuivrait ce même objectif : placer ses pions au pouvoir. Mais intervenir où, contre qui et pour faire quoi ? Les contradictions de la société burundaise rendent toute intervention extrêmement risquée : personne ne peut savoir à

quoi cela aboutirait. S'interposer entre les fascistes hutus et l'armée burundaise ? Ce serait simplement protéger et légitimer les milices fascistes. Imposer un "équilibre ethnique" ? Au nom de ce prétendu équilibre, Nyerere, grand défenseur d'une intervention, exige que les fascistes hutus du CNDD (Conseil National pour la Défense de la Démocratie), participent aux pourparlers. Cela ne ferait que renforcer leur influence.

Deux blocs extrémistes sèment la terreur au Burundi. Le plus important est constitué par le CNDD. Mouvement créé en 1993 par Nyangoma, un des dirigeants du Frodebu, après la mort du premier président hutu, Melchior Ndadaye. Le CNDD et son bras armé, les FDD, veulent créer un Etat fasciste hutu. «Ils sont soutenus, écrit un quotidien hollandais, par les exilés hutu

rwandais qui ont exterminé la plupart des Tutsi de leur pays, il y a deux ans. Ces Hutu rwandais veulent venger leur défaite» (3). Depuis 1993, cent cinquante mille Burundais ont été massacrés. Récemment, les FDD ont multiplié leurs attaques. Ainsi, récemment, elles ont assassiné plus de trois cents réfugiés tutsi - femmes, enfants et vieillards - à Bugendana. Mais les démocrates hutu aussi sont de plus en plus menacés depuis que le CNDD a appelé à éliminer des administrateurs hutus suspects de collaboration. (4) Le deuxième bloc extrémiste est formé par une fraction de la bourgeoisie tutsi et une partie de la jeunesse qui veulent un pouvoir exclusivement tutsi. Le génocide rwandais et l'impunité de ses auteurs, les a encore radicalisés.

(1) NRC, 26.7. (2) Standaard, 26.7. (3) NRC, 25.7. (4) Le Soir, 12.7.

Pas de paix sans justice

«Le problème, déclare à juste titre l'ancien premier ministre burundais Nduwayo, c'est que la sous-région est menacée d'explosion depuis le génocide au Rwanda. Il y a une armée génocidaire qui se trouve aux frontières, qui a une cohérence idéologique avec les extrémistes du Burundi et qui menace la sécurité de toute la région. C'est cela la clé, la question fondamentale. Aussi longtemps

que le problème posé par ces forces génocidaires demeurera posé, les minorités ethniques et politiques de la région de sentiront menacées». En effet, l'impunité des milices extrémistes rwandaises - aidées et entraînées par Bruxelles et Paris - menace toutes les forces anti-ethnistes et encourage les fascistes hutu burundais.

(1) Le Soir, 12.6.

EN BREF

Philippines

Leader du FND libéré

Le régime Ramos a libéré son plus célèbre prisonnier politique le 21 juin. Sotero Llamas avait été blessé et arrêté en avril 1995 lors d'un raid militaire contre un campement de la guérilla dans la région de Bikol. Les militaires affirment qu'il s'agit du commandant principal du Parti Communiste et de la guérilla de cette région.

Le Front National Démocratique (FND) a exigé la libération immédiate de Llamas qu'il avait désigné comme conseiller pour les pourparlers de paix avec le gouvernement philippin. Cette fonction lui conférait l'immunité en matière d'arrestation. En ne cédant pas d'un pouce sur cette question de principe et grâce au large appui du mouvement populaire philippin, le FND a pu arracher la libération de Llamas.

A sa sortie de prison, Llamas a immédiatement appelé à la libération inconditionnelle des 220 prisonniers politiques restants. D'autres violations des droits de l'homme sont pratiquées couramment sous le régime du président Ramos. La veille de la libération de Llamas, police et milices se sont encore attaquées à des manifestants qui protestaient contre la démolition de leur bidonville à Calamba, Laguna.

Colombie

Négociations et guérilla

En Colombie aussi, des pourparlers de paix entre le gouvernement Samper et le mouvement de guérilla sont en cours. Ici aussi, cela ne se passe pas sans heurts. Le FARC-EP (guérilla), qui vient de fêter son 32ème anniversaire, met en garde contre les fausses espérances et accuse la Commission pour la Réconciliation Nationale de se comporter plutôt comme une commission gouvernementale que comme une instance neutre.

Entre-temps, le FARC-EP augmente la pression de la lutte de libération armée. Au cours de trois actions menées en avril et mai, 45 soldats gouvernementaux ont été tués et la guérilla a pu s'emparer de dizaines d'armes. Le FARC-EP n'a compté que deux morts et quelques blessés légers.

D'autres partis colombiens, comme le Parti Communiste (PCC), ont déjà signé un accord avec le gouvernement pour un retour à la «légalité». Tout comme l'Unión Patriótica (UP), ce parti joue le jeu parlementaire. Mais cela ne le protège nullement de la terreur d'État colombienne : en mai et en juin, des escadrons de la mort ont commis des attentats contre différents leaders nationaux et régionaux du PCC et de l'UP.

Nicaragua

Propriétaire foncier candidat à la vice-présidence du FSLN

Daniel Ortega a l'acé Juan M. Caldera comme candidat à la vice-présidence. Les terres de ce gros propriétaire conservateur avaient été confisquées par les sandinistes peu après le renversement du régime Somoza, parce qu'il les avait acquises en expulsant de petits paysans.

Qu'aujourd'hui, le FSLN (les sandinistes) présente cet homme comme candidat à la vice-présidence, montre bien le degré de la déchéance politique et morale de sa direction.



Le voyage de solidarité d'Initiative Cuba Socialista et de la Ligue Anti-impérialiste est parti le dimanche 21. Les vingt participants veulent mieux connaître Cuba et témoigner leur solidarité avec la lutte contre l'agression impérialiste.

Loi anti-Cuba reportée

Clinton sous pression européenne et canadienne

La nouvelle loi américaine Helms-Burton exacerbe les mesures économiques contre Cuba. Mais les sanctions contre les entreprises étrangères qui commercent avec Cuba se heurtent à de fortes protestations. Le président Clinton a dû reporter la mise en application d'une partie de la loi.

Pol De Vos

Les Etats-Unis ont de plus en plus de problèmes avec l'Union Européenne et des pays comme le Canada et le Mexique. L'Union Européenne menace même de porter l'affaire devant l'Organisation Internationale du Commerce. On ne peut tolérer, disent les chefs d'entreprises et les gouvernements, que la politique anticubaine des USA nuise à nos intérêts. Il est évident que cette attitude n'est

pas dictée par leur solidarité avec Cuba mais par leurs propres intérêts économiques. «Le problème avec cette loi, est qu'elle fait de nous les alliés de Castro, dit un chef d'entreprise espagnol, ce qui n'est pas du tout le cas» (1) Et il ajoute que cette loi veut surtout mettre à l'abri les intérêts des USA et du lobby cubain à Miami pour «l'ère démocratique de l'après Castro» à Cuba. Les menaces de Washington ne restent pourtant pas sans effet.

Ce sont surtout les entreprises sur le point d'entreprendre des activités à Cuba qui prennent peur. Quelques entreprises espagnoles ont ainsi décidé d'arrêter leurs investissements dans le secteur touristique. (1) Quatre autres entreprises européennes, dont le groupe financier néerlandais ING, auraient décidé de mettre fin au financement de l'industrie sucrière cubaine. (2) Mais ces contradictions montrent aussi que les divergences dans le front impérialiste contre le socialisme cubain se creusent. Pour Cuba, de telles contradictions représentent un soutien à son combat pour l'autodétermination. Notre solidarité avec Cuba Socialista reste plus que jamais nécessaire.

1. TVE, 20 juillet 1996. 2. Financieel Economische Tijd, 12 juillet 1996.

Encore des millions pour Tractebel

Une installation belge de dessalement rouille au Cap-Vert

Dirk Van Duppen

Le budget d'État est l'instrument de repartage du revenu national au profit du grand capital, disait déjà Marx. Ce principe est illustré une fois de plus par la série de scandales financiers à l'AGCD (Administration Générale pour la Coopération au Développement). De Morgen du 19 juillet révèle comment les installations de dessalement financées par l'AGCD ne dessaleront jamais à

Mindelo au Cap-Vert. La firme Tractebel a livré une installation opérationnelle qui dessale l'eau de mer par distillation au lieu d'une installation travaillant par osmose inversée. Ce dernier procédé, prévu d'abord, est bien meilleur marché et plus indiqué. Impossible pour l'entreprise capverdienne Electra de supporter les 162 millions de francs de frais de montage qui dépassaient de loin les 36,8 millions prévus à l'origine. En outre, ce procédé obligerait

l'Electra à acheter un combustible onéreux. De plus, cela ferait monter en flèche le prix du mètre cube d'eau potable. Le financement de cet énième contrat scandaleux avait été décidé sous l'ex-ministre de la Coopération au développement André Geens (à l'époque VU, actuellement VLD). Au cabinet de Geens, les grands projets économiques étaient suivis notamment par Johan Smets. Celui-ci travaillait pour Tractebel et avait été détaché

Riches plus riches, pauvres plus pauvres

Selon le rapport de développement annuel des Nations Unies (PNUD), les 358 multimilliardaires de la planète possèdent plus que les revenus combinés des pays hébergeant 45 pour cent de la population mondiale. 1,6 milliard de personnes vivent une situation pire qu'il y a dix ans. Dans dix-neuf pays le revenu annuel brut par tête est plus bas qu'en 1960. «Si la tendance actuelle persiste, les différences économiques entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement iront du déséquilibre à l'inhumain», dit le rapport. Mais à l'intérieur des pays industrialisés cette polarisation se poursuit également. C'est ainsi que 20 pour cent de la population britannique gagne dix fois plus que les 20 pour cent les plus pauvres. (De Morgen, 16/7)

1984 dans la pratique

L'écrivain britannique George Orwell est connu pour ses livres "Animal Farm" et "1984". "Animal Farm" est une longue attaque contre Staline. "1984" décrit une société (en 1984) où les gens sont sous la surveillance permanente d'appareils d'espionnage omniprésents. Ce livre est quasiment obligatoire dans l'enseignement secondaire. L'ironie veut que l'anticommuniste Orwell a mis "1984" en pratique lui-même. En 1949, un an avant sa mort, il a communiqué une liste de noms à une division spéciale des services secrets britanniques. Il s'agissait de personnes qui étaient selon lui communistes et donc suspects... Cette division spéciale diffusait le poison anticommuniste sous forme de littérature et d'autres arts. Elle faisait surtout appel à des auteurs dits "de gauche". Elle a demandé notamment au philosophe Bertrand Russell et aux écrivains Stephen Spender et Arthur Koestler de collaborer. (De Morgen, 12/7)

Atlanta : le revers de la médaille des Jeux olympiques

Les pauvres chassés de leurs maisons, les sans-abri jetés en prison

Chaque jour, nous sommes bombardés : des heures d'images d'Atlanta. Records, médailles et paillettes. Le revers des Jeux : on a chassé de leurs maisons des milliers de pauvres pour faire de la place aux infrastructures. Et leurs droits ont été piétinés pour fabriquer l'image de la riche Amérique.

Filip Peers

Les chiffres de "Taskforce for the Homeless" (Aide aux sans-abri) indiquent qu'il y avait, en 1991, entre quinze et vingt mille chômeurs à Atlanta. Contraste avec le luxe qui entoure les Jeux. Exemple de ce dollar qui brille : les suites que Coca Cola a fait installer dans le stade olympique pour ses 54 principaux invités. Elles coûtent 930.000 frs la pièce. On estime que Coca a consacré entre 12 et 15 milliards aux Jeux.

Ce contraste frappant entre la misère et les dépenses énormes consacrées à la "fête" olympique révolte fortement la population d'Atlanta. Les journalistes locaux le confirment. C'est aussi ce que m'a expliqué Abbie Illenberger. Elle travaille pour une organisation d'Atlanta, "Empty the Shelters" (Remplissez les étagères) qui s'occupe des sans abri et de la misère : «Les jeux coûteront au total 2,5 milliards de dollars (75 milliards FB). 800 millions de dollars vient des pouvoirs publics. Mais il faut savoir que l'an dernier, Atlanta n'a reçu qu'un million de dollars à consacrer aux habitations sociales. Beaucoup de gens regardent ces jeux en s'indignant qu'on dépense tant d'argent pour ceux qui resteront ici trois semaines tandis qu'il n'y a pas de fonds pour ceux qui y vivent.»

Travailler pour un salaire de 3 dollars l'heure

Atlanta compte trois millions d'habitants. C'est une des huit villes les plus pauvres des Etats-Unis. «Elle compte à présent entre vingt et vingt-cinq mille sans-abri. Ce nombre ne cesse d'augmenter. Le chômage n'est pas plus élevé ici que dans le reste du pays. Mais dans les années 30, une énorme répression a frappé les syndicats. Elle a permis d'introduire un système de "pools". Il en existe à présent 65 à Atlanta, et c'est là que les patrons viennent engager des travailleurs à la journée. La plupart ne touchent que trois dollars (90 FB) de l'heure, sans aucune sécurité sociale. C'est moins que le



Un des quartiers sociaux rasés pour faire place aux jeux Olympiques.

salaire minimum de 4,25 dollars. Parce que les patrons retirent de celui-ci des montants pour la nourriture, le transport et le matériel.»

1.900 familles chassées de leurs maisons

La fièvre de construction qui a accompagné le projet olympique a fait ses premières victimes parmi la population pauvre d'Atlanta. Ce fut pareil lors des précédents Jeux, ceux de Séoul en Corée du Sud. Trois millions de gens avaient alors été forcés de déménager. A Atlanta, des quartiers sociaux abritant des défavorisés ont dû céder la place à des infrastructures olympiques.

Le village olympique, par exemple, est bâti à l'endroit où se trouvaient les quartiers sociaux Techwood et Clark Howell. A Techwood, résidaient 2.734 personnes. Le quartier était coincé entre l'université Georgia Institute of Technology et le siège central de Coca Cola. Les promoteurs immobiliers lorgnaient depuis longtemps sur ces terrains, mais n'osaient mettre à la porte leurs habitants pauvres. En intégrant le quartier dans le projet olympique, ils ont pu réaliser leur désir.

Écoutons encore Abbie Illenberger : «La plupart des habitants du quartier Clark Howell ont été expulsés. Certains ont été transférés au quartier Perry Homes, mais ils seront à nouveau expulsés en

septembre, car on va détruire ce quartier. D'autres ont reçu un certificat leur permettant d'obtenir des propriétaires des loyers meilleur marché. Mais en réalité les loyers ont terriblement augmenté à cause des jeux. Cela revient à mettre à la rue la plupart de ces gens. Dans le quartier où j'habite, par exemple, les loyers ont grimpé de cent à deux cent dollars. Les propriétaires exigent 3.000 dollars (90.000 FB), soit une augmentation de 600 %. Ou bien ils louent leur maison pour trois mois à des visiteurs. En tout, 1.900 familles ont été mises à la porte.»

Je dis à Abbie que selon nos médias, on a construit cinq mille habitations et appartements destinés aux bas revenus. Abbie rectifie : «On a surtout construit des maisons venues entre 80 et 90.000 dollars. Pas du tout destinées à des pauvres qui gagnent dix mille dollars par an. Non, ce sont des habitations pour les classes moyennes. Et le village olympique est destiné à loger des étudiants universitaires.»

On restreint les droits démocratiques

Autre conséquence des Jeux : les limitations apportées aux droits démocratiques. Cela avait été aussi le cas lors des jeux de Los Angeles en 1984. A cette époque, toute manifestation avait été interdite, sauf à quelques endroits bien délimités, bien éloignés de la presse. La police avait déménagé

tous les sans-abri, hors de la vue et beaucoup avaient été arrêtés sous l'accusation de vagabondage.

A Atlanta, c'est pareil. Dès 1990, on a arrêté une centaine de sans-abri, peu avant la visite du Comité olympique international. Le 15 juillet 1991, a été introduite une loi des plus sévères contre ces sans-abri. Cette loi interdit de se trouver sur des zones inhabitées ou des parkings sans y avoir garé une voiture. Le droit de mendier a lui aussi été fortement restreint.

Qu'en pense Abbie précise : «Depuis 1991, on a approuvé huit lois différentes contre les sans-abri. Les chiffres indiquent que la

police a nettoyé, épuré les rues. Suivant l'organisation "Task Force for Homeless, neuf mille cinq cent sans-abri ont été arrêtés sur base de ces lois. Celle qui interdit de se trouver sur les parkings comporte une peine minimum de deux mois. Elle permet l'arbitraire le plus complet. Elle donne à la police la possibilité d'arrêter sans pitié les pauvres gens. Ce sont en réalité des lois qui rendent punissable le fait même d'être sans-abri.»

Informations basées sur la brochure "Misplaced Priorities, Atlanta the '96 Olympics and The Politics of Urban Removal".



Les sans-abri ont été chassés des rues par des lois sévères et des arrestations.

Jobs étudiants : flexibilité ou argent facile ?

Sabine et Noémie en ont fait l'expérience

En été, il n'y a pas que des flémards. Vous êtes de plus en plus à travailler pour payer vos vacances, vos études ou aider vos parents. Vendre des glaces à la mer, nettoyer ou travailler au Quick, les jobs varient à l'infini. Voici deux témoignages. Ecris-nous, si tu veux nous faire part de ton expérience.

Marianne Guillaume

Noémie. J'ai été engagée comme caissière au Quick pour un mois, sous contrat étudiant. On m'avait dit que je ferais la caisse parce que les filles ne font pas le grill... Mais je ne savais pas qu'il fallait aussi nettoyer la salle, la terrasse, changer les poubelles, nettoyer les plateaux, cuire les frites, les chicken-dips et remplir les réserves... J'ai un contrat de 20 h par semaine mais s'il n'y a pas assez de clients, on me met en "break" (non-payé). J'ai un horaire entièrement variable et deux jours de

congé par semaine. Il m'est arrivé de venir une heure à l'avance et de commencer tout de suite parce qu'il y a trop de monde ou de partir une heure plus tôt parce qu'il n'y avait pas de clients. Après une semaine, on m'a envoyé dans un autre Quick pour une semaine et demie ! Ce n'était pas écrit dans mon contrat !

Nous avons des "managers", soi-disant là pour nous aider... En fait, ils courent derrière nous toute la journée : « Plus vite, plus souriante, plus dynamique, allez ! » Ils gagnent 4 F de plus par heure que nous et se prennent pour des big-

boss ! La hiérarchie là, c'est fou ! Il y a des managers, des "crew-leaders" (chefs d'équipes), des assistants, etc.

Quand on m'a engagée, j'ai signalé quatre fois que je n'avais pas 18 ans. En effet, on ne peut pas travailler après 22 h quand on est mineur. Or, mon horaire prévoyait quatre jours de fermeture par semaine : jusque 23 h, voire minuit ! Quand je leur ai dit que ça n'allait pas, ils m'ont supprimé toutes les heures dépassant 22 h mais ne les ont pas déplacées. Résultat : cette semaine-là, j'ai travaillé 16 h au lieu de 22. Cette semaine, ils vont peut-être me les remettre et je travaillerai 26 h !

Pas le temps de soigner une brûlure

Noémie. On m'a fait passer une visite médicale avant de commencer. Les médecins m'ont dit : « Si tu



te brûles, arrête tout et mets la plaie sous l'eau froide.» En réalité, ça ne se passe pas comme ça. Je me suis brûlée à la main, mais je n'ai pas eu le temps d'arriver au robinet : trop de monde à servir, on se fait engueuler tout le temps par les managers... et après le boulot, c'était trop tard.

Je comprend que les clients (pas tous...) veulent être vite et bien servis pour ce qu'ils payent. Mais il n'y a qu'un cuisot. Normal qu'il n'arrive pas à suivre ! Alors certains clients s'énervent... et nous on doit rester « polies, gentilles, souriantes »... Cela pour un salaire de 256,5 F l'heure. C'est ce qu'on gagne partout quand on n'a pas 18 ans. Pour faire la caisse, je trouve que ça va, mais pour celui qui est en cuisine et qui se crame toute la journée... On a des avantages en nature : un menu gratuit après 4 heures de boulot et des boissons toute la journée. Mais il faut avoir le temps de se servir... Malgré tout, c'est quand même une bonne expérience. Je trouve que tous les jeunes devraient travailler un mois pendant les vacances pour se rendre compte de l'exploitation

que vivent les ouvriers toute l'année.

Pas de contrat !

Sabine. J'ai ramassé des crottes de chiens à une expo canine. On ne m'a donné aucune instruction. J'ai dû me renseigner auprès de quelqu'un qui l'avait fait l'année dernière. Il fallait marcher tout le temps. Je me suis assise deux minutes et un bénévole qui faisait le contremaître m'a engueulée : « Tu restes le cul par terre et tu ne fous rien. »

Normalement, on avait fini à 18 h mais la plupart des étudiants sont restés jusqu'à 20 h 30. Ils ont reçu 500 F en plus. J'ai décidé de plus y aller le lendemain.

On avait reçu une fiche pour inscrire son nom, son prénom et recevoir un badge. Mais pas de contrat. Le travail était en noir. Pas d'assurance non plus. Si j'avais été mordue, ça aurait été pour ma pomme. Le salaire était de 1.000 F par jour pour ramasser les crottes et de 1.500 F par jour pour ceux qui donnaient à boire aux juges.



Premiers pas dans la vie professionnelle

L'exploitation au quotidien mais aussi la lutte pour ses droits !

En travaillant pendant les vacances, on apprend que l'argent ne tombe pas du ciel, qu'il est gagné durement par les travailleurs. On voit ce qu'est l'exploitation. Dans notre système capitaliste, une minorité veut toujours faire plus de profit sur le dos des travailleurs. Elle utilise particulièrement l'arme de la flexibilité. Le patron dit : « Soit tu travailles deux fois plus vite pour le même salaire, soit tu voles dehors. Il y a un million de chômeurs qui attendent derrière la porte. » Alors, forcément, tu y réfléchis à deux fois. Être flexible c'est travailler toujours plus vite, à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, les week-ends, changer de lieu de travail... Sache que tu ne dois pas tout accepter ! Si tu trouves que ça va trop loin, parle-

en aux autres ouvriers de ta boîte ou au délégué syndical s'il y en a un.

Les patrons préfèrent engager des étudiants qui leur coûtent moins cher que des ouvriers (pas de charges sociales). Les firmes d'intérim ont flairé le filon : pendant les vacances, elles remplacent leurs ouvriers par des étudiants. Elles y gagnent deux fois : elles ne doivent pas payer de pécule de vacances aux ouvriers, parce qu'ils n'auront pas travaillé assez longtemps et les étudiants sont payés moins que les ouvriers...

En effet, dans la plupart des secteurs, plus tu es jeune, moins on te paye. Mais sache qu'il y a un salaire minimum : renseigne-toi au syndicat pour ne pas qu'on t'arnaque !

Connais tes droits !

Un bon conseil : lis la brochure des Étudiants de la FGTB : « Jobs étudiants : mode d'emploi ». Les étudiants sont plus encore à la merci de patrons sans scrupules que les travailleurs. Parce qu'ils n'ont pas d'expérience, sont mal ou peu informés... Autant s'armer un max. Quelques règles :

1. Toujours avoir un contrat écrit. La brochure explique tout ce qui doit y figurer. Ainsi, tu a plus de chances d'être payé correctement. Combien d'étudiants n'ont-ils pas travaillé dur pendant un mois sans être payé parce qu'ils n'avaient pas de contrat !

2. Ta sécurité. En 1990, dans le secteur Horeca et grands magasins, 449 des 20.000 étudiants ont

été victimes d'accidents de travail. Comme ils ne travaillent qu'un mois, ils n'ont pas le temps d'apprendre toutes les ficelles du métier et souvent, ils ne reçoivent pas de formation pour éviter les accidents. Tu peux pourtant te protéger. Tu dois recevoir, dès le premier jour, le règlement du travail. Il est interdit aux étudiants d'effectuer certains travaux dangereux ou insalubres. Si tu penses que c'est le cas, renseigne-toi auprès du syndicat ! Ton contrat t'empêche de faire un autre boulot que celui prévu, comme manipuler de l'amiante plutôt que déplacer des meubles...

3. Impôts, salaires... Attention : sache que tu ne peux pas dépasser un salaire maximum par an de 69.000 F net et une période d'un

mois de travail. Sinon, gare aux impôts pour toi et tes parents ! En ce qui concerne le salaire minimum, il y a des lois : demande ton "barème" à ton syndicat (salaire minimum légal).

Infos ? Problème ?

Passe un coup de fil !
Étudiants FGTB -
02/502.55.12. Jeunes CSC -
02/237.31.11. Infor Jeunes -
070/23.34.44. Et bien sûr...
Rebelle - 02/513.77.60.

Mon ami m'a demandé lui-même comment adhérer au PTB...

Récit d'un militant qui a honte

Je travaille à La Poste et j'essaye entre les tournées épuisantes d'engager la discussion avec mes collègues. Ainsi, je me suis lié d'amitié avec un collègue résolument antiraciste, ce qui n'est pas toujours évident parmi les facteurs. Mais il est moins intéressé par la lutte syndicale. L'idée ne m'était même pas venue de lui demander d'adhérer au parti...

Joël Lebon

Sur le plan syndical, mon ami n'est pas actif. Sans doute, cela s'explique-t-il par le fait que dans cette entreprise encore publique, beaucoup de délégués sont chef de service ou même chef de section. Ce qui ne favorise pas toujours leur combativité... Chez nous, le management participatif existe depuis bien longtemps. C'est la raison pour laquelle les préparatifs pour la filialisation et la privatisation suscitent si peu de réaction. Mais mon ami écoute ce que je lui raconte à propos des mesures gouvernementales. Lorsque je lui ai proposé une carte du 1er Mai, il a immédiatement accepté et m'a demandé de lui en donner trois, car il comptait emmener des amis. D'ailleurs, me disait-il en passant, «que faut-il faire pour entrer au PTB» ?

J'étais ahuri. Alors que nous débattons depuis des mois de la "conception de la cellule simplifiée" dans nos réunions de cellule, un gars que je connais depuis des années me demande tout simplement quand il sera assez bon pour devenir membre de notre parti.

«J'ai plus de sympathie pour les anarchistes, mais ils ne font rien»

«Je peux me libérer deux soirées par semaine. Je pourrais aider à distribuer des tracts à une manifestation des enseignants par exemple... Je n'oserais pas encore vendre Solidaire, je crois.» J'étais abasourdi. Depuis des semaines, je travaille péniblement à la "liste de tâches" que la cellule m'a demandé de rédiger et voilà que mon ami me suggère lui-même quelles tâches concrètes il pourrait assumer. Je cours donc au secrétariat du parti prendre le dépliant "Rejoignez le parti" (quelle stupidité de ne pas l'avoir en poche, comme on avait convenu dans la cellule au moment de la diffusion des cartes du 1er Mai !).

Quand je le revois, mon ami me confie : «Au fond, j'éprouve plus de sympathie pour les anarchistes. Mais ceux-là ne font rien du tout. Le PTB par contre est vraiment actif partout. Je suis également d'accord avec la dictature du prolétariat, du moins pendant et juste après la révolution. Mais par la suite, il faut que cet Etat répressif disparaisse le plus vite possible.» Il me sort un journal anarchiste qu'il

achète régulièrement, avec un texte contre le fascisme. Je lui avais apporté le discours du 1er Mai 1995 qui décrit les différentes portes d'entrée du fascisme et s'attaque vivement à la social-démocratie. Cette analyse diffère nettement de l'analyse réformiste des anarchistes. «Je crains tout de même, observe mon ami, que je serai seul dans le parti avec mes idées, puisque tous les membres du parti ont reçu la même formation. De cette façon, il y a une forte pression vers l'uniformisation.» Les idées se bousculent dans mon esprit : «Soulever le sceau là où il se trouve», disait Mao. En d'autres termes, commencer par ce qui intéresse les gens et les idées qu'ils ont. Ou encore, selon la conception de la cellule simplifiée : «Partir du niveau qui existe et pas de ce qui n'existe pas». Appliquant ce principe à la lutte de classe actuelle, cela signifie : les enseignants francophones sont dans la rue quasiment tous les jours, et mon ami approuve entièrement leur revendication de refinancement.

Il voit notamment les mêmes problèmes à La Poste : détérioration des conditions de travail, manque de personnel, surcharge de travail, stress. Pour résoudre ces problèmes, il faut de l'argent. Et de l'argent, il y en a. Il faut le prélever sur les bénéfices des banques, des holdings et des entreprises. Il est convaincu de cette idée, depuis qu'il lit Solidaire.

Mon ami appartient à ces nombreux progressistes qui, face à la crise croissante, veulent s'engager politiquement. Si nous ne sommes pas les premiers à les organiser effectivement, ils risquent de gaspiller leur énergie dans l'une ou l'autre organisation réformiste.

J'ai néanmoins du mal à lui proposer des choses concrètes. Dans la réunion de cellule, nous reprenons le texte sur la cellule simplifiée. La nouvelle orientation nécessite aussi une "reconversion mentale" : «Nous avons sous-estimé le problème de l'insertion des ouvriers. C'est une question politique. La révolution sera faite par la classe ouvrière. Pour cela, elle doit être dirigée par un parti. L'adhésion de l'avant-garde ouvrière est une question vitale pour notre parti. Ce n'est qu'en basant notre travail dirigeant sur ce point de vue que nous servons vraiment la révolution. Sinon, nous travaillons à un parti qui fait des commentaires, qui s'indigne tout en étant incapable de changer le cours des choses et d'avoir un



Un militant du parti qui a honte : «Nous devons participer en uniforme de facteurs aux manifestations des enseignants, dit mon ami. Alors que je considérais qu'il n'avait pas encore assez avancé pour entrer dans le parti...»

impact décisif sur la lutte des classes. Ne pas poser l'organisation comme question centrale revient à capituler devant le fascisme. Avec la conception de la cellule simplifiée, nous voulons placer l'adhésion des ouvriers d'avant-garde au centre de tout ce que nous faisons.»

Le lendemain, je revois mon copain. Dans quelques jours, il y aura une grande manifestation des enseignants. Veut-il aider à distribuer des tracts ? Il accepte immédiatement. Le jour venu, il arrive avec un ami, un enseignant, mais d'une école qui ne participe pas à la grève. L'expérience est tout à fait nouvelle pour les deux. Mon ami discute avec les grévistes de leurs revendications et de nos mots d'ordre. Il y a un vrai "militant" en lui. Je ne l'avais jamais vu ainsi au boulot. Les deux sont très impressionnés par les délégations combattives de Caterpillar, des Forges de Clabecq et de VW. «Nous devrions faire comme eux, en uniforme de facteurs et avec un calicot. Ainsi, nous serions dans la presse et nous pourrions convaincre d'autres facteurs de soutenir les enseignants.»

«J'emmènerai des copains pour regarder la vidéo»

Dès la première manifestation, mon ami se demande donc comment il pourrait utiliser la lutte dans un secteur pour la déclencher

dans un autre en vue d'un grand mouvement national contre la politique gouvernementale.

Quand je lui propose de regarder deux vidéos du cycle de rencontre, il me dit qu'il emmènera deux copains... A nouveau, je suis déconcerté. Dans notre cellule, un camarade est très démotivé ces derniers temps, surtout parce qu'il critique, à juste titre, nos discussions interminables qui n'aboutissent jamais à des décisions concrètes. Un autre ouvrier de notre province a quitté le parti, disant qu'il «refuse de militer toute sa vie pour ne recruter qu'une ou deux personnes.»

Pour les intellectuels, ce n'est pas une raison de quitter le parti. Ils disent : c'est ainsi et si cela reste ainsi, ce n'est pas plus mal. Mais un ouvrier orienté sur la pratique réagit en disant : je pars, si rien ne change. Nous pourrions récupérer ces deux camarades si nous parvenons à donner une véritable base ouvrière au parti, grâce à la conception de la cellule simplifiée. Mon ami cherche dans son propre entourage s'il y a des candidats potentiels. Cela m'a rappelé que je connais moi aussi des gens que je devrais encore recruter... Ainsi un sympathisant me donne une leçon de recrutement !

Lorsque nous avons regardé, une semaine plus tard, la première vidéo "Capitalisme ou communisme", nous avons régulièrement interrompu la cassette pour faire des commentaires à propos de la démocratie pour les travailleurs

sous le socialisme, la nécessité de la répression contre les forces de la réaction qui veulent réinstaurer le capitalisme, la nécessité et les possibilités de la révolution chez nous, si nous arriverons jamais plus loin que des révoltes comme celle de Los Angeles... Les ouvriers ont également posé des questions sur ce que nous pouvons faire aujourd'hui dans le parti. «Si je vais coller des affiches, est-ce que cela servira à quelque chose ? Combien de gens pourrais-je convaincre de cette façon ?» J'ai répondu qu'il faut voir ces tâches dans un projet global. Ainsi, la nécessité s'est fait sentir d'un plan de cellule, un point faible dans notre cellule...

«Mais j'ai très peu d'influence sur les collègues plus anciens. Comment augmenter leur combativité ?» C'est exactement le but des réunions du parti, leur ai-je répondu. Une fois par mois, nous parlons de toutes ces difficultés et nous examinons comment éliminer les barrières par des discussions et des propositions d'action. Des propositions concrètes, mon ami en a tout plein : participer avec une délégation de La Poste à la première manifestation des enseignants au mois de septembre, organiser une soirée avec les derniers survivants des Brigades Internationales qui ont combattu dans la guerre civile d'Espagne, comme antidote contre la propagande anticommuniste des anarchistes, des trotskistes et autres réformistes.

Maxim, un Robin des Bois communiste

L'histoire du PC soviétique dans une trilogie

«Merci pour Maxim», disait une Russe à l'enterrement de Kozintsev, réalisateur de Maxim. Ce film populaire raconte l'histoire de Fiodor Maxim, l'un des nombreux ouvriers soviétiques devenus révolutionnaires. Nous suivons son parcours dès 1910 ainsi que le développement de la Révolution jusqu'en 1918. Les jeunes ouvriers auxquels nous l'avons montré l'ont trouvé "superbe".

Frans De Maegd

C'était aussi l'avis de millions de Soviétiques à la sortie du film dans les années trente. La régie du film a été assurée par les cinéastes célèbres Kozintsev et Trauberg et la musique est de Chostakovitch.

Comment un ouvrier devient un cadre communiste

La première partie raconte la jeunesse de Maxim. Nous sommes en 1910, période où la réaction est à son comble et les bolcheviks sont jetés en prison, bannis et pendus. Nous découvrons un trio de jeunes espions. Parmi eux, Maxim. La situation dramatique ne les préoccupe guère, leur souci premier est la poursuite assidue des jolies filles. C'est ce qui les amène à aider Natacha à échapper à une arrestation pour avoir introduit clandestinement des tracts dans l'usine. Lorsque le chef du personnel tente d'acheter Maxim pour qu'il trahisse des ouvriers révolutionnaires, nous découvrons son caractère malicieux.

Andrei, l'un des trois, meurt dans un accident de travail. Sa mort choque profondément ses deux amis. Dans leur désespoir parce que le patron refuse toute aide à la famille affamée d'Andrei, ils acceptent une mission d'indicateurs contre rémunération, ce qui les met en contact avec des écoles du dimanche et des formes d'organisation clandestine du parti bolchevik (communiste). Mais au lieu de trahir l'enseignante — qui s'avère être Natacha — ils orientent la police sur une fausse piste. Un deuxième accident mortel dans l'usine donne lieu à une scène émouvante de résistance et de solidarité des ouvriers.

Par la suite, Maxim fait connaissance avec la répression. Emprisonné, il rencontre des communistes formés et étudie des ouvrages marxistes. A sa sortie de prison, il est devenu communiste. Il entre dans la clandestinité et peu après, il dirige seul des dizaines de milliers d'ouvriers de Saint-Petersbourg qui n'ont que les bolcheviks sur qui s'appuyer. La vie et la lutte ont fait de Maxim un dirigeant bolchevik. Malgré l'oppression et la terreur, la résistance populaire reprend ses droits à partir de 1912. L'influence des communistes augmente. Le

tsar est contraint à faire des concessions. Les communistes utilisent cette démocratie limitée pour participer aux élections et diffuser leur journal, la *Pravda*, dans l'ensemble du pays. Ils dirigent le mouvement de grève.

Le deuxième film nous conduit d'abord dans la Douma, le parlement tsariste, où les Cent Noirs (les fascistes de l'époque), les grands propriétaires terriens, les popes (curés orthodoxes) et d'autres réactionnaires mènent le jeu. Mais le spectateur découvre surtout le monde passionnant des grèves et des révoltes. Une préparation de grève se déroule dans une arrière-salle de café. Maxim y dénonce les beaux discours des mencheviks (aujourd'hui nous dirions les socialistes). Très instructif pour ceux qui veulent aujourd'hui démasquer le rôle des dirigeants socialistes.

La *Pravda* est évidemment présente à l'appel. Nous pénétrons dans les locaux de la rédaction et de l'imprimerie. La *Pravda* est l'épine dorsale du parti, elle assume les rôles d'organisateur et d'agitateur. Le journal communiste avance les mots d'ordre de la lutte et informe les travailleurs de l'imminence de la guerre. Le film montre aussi comment la *Pravda* offre aux ouvriers l'occasion d'écrire et de s'exprimer. Nous assistons également à la énième saisie du journal, aux persécutions contre la presse communiste et à l'ingéniosité des bolcheviks qui parviennent à poursuivre la diffusion du journal.

Les ouvriers construisent leur État socialiste

Le solennel et débonnaire Euroféev et son compagnon moustachu donnent le signal pour une grande grève. Les difficultés, la faim, les exclusions des grévistes nous montrent l'indestructible solidarité de classe et le fonctionnement du parti qui s'est forgé dans la lutte. Une grève générale éclate à Saint-Petersbourg. Une manifestation dans le quartier populaire de Vyborg se termine par la résistance armée contre les troupes tsaristes. Au lendemain de la Révolution d'Octobre 1917, Maxim devient commissaire des Finances. C'est le début de la troisième partie de la



Maxim, l'ouvrier devenu communiste, puis ministre des Finances après la Révolution.

trilogie. Très rapidement, il se rend compte qu'il devra nettoyer de fond en comble l'ancienne Banque nationale qui est une véritable porcherie. Malgré l'importance de la charge, Maxim n'y perd ni son humour ni son astuce, ce qui conduit parfois à des scènes burlesques. Son premier vrai budget sera déposé au milieu de l'année 1918.

Mais le jeune État soviétique aura encore bien d'autres difficultés à surmonter, comme la famine qui menace les villes, faute d'approvisionnement, les menées et le sabotage des socialistes révolutionnaires et des anarchistes. Maxim parvient à déjouer un attentat contre Lénine préparé par des socialistes révolutionnaires et des militaires tsaristes.

Entre-temps, il n'oublie pas Natacha. Celle-ci organise l'approvisionnement du grand quartier

populaire de Vyborg et elle préside le premier tribunal populaire devant lequel des saboteurs sont appelés à se justifier.

Nous quittons Maxim et Natacha au moment où tous les bolcheviks sont mobilisés pour défendre l'État soviétique contre les interventions étrangères.

L'enthousiasme révolutionnaire

La trilogie entière respire l'optimisme révolutionnaire et révèle les qualités révolutionnaires des classes travailleuses et du parti communiste. C'était l'état d'esprit de cette époque. Le film a été réalisé dans les années trente, lorsque la société soviétique bouillonnait de vitalité et de progrès. Sous la direction de Staline et du Parti communiste, un

pays arriéré, à l'économie agraire, s'est transformé en une société nouvelle, industrialisée, développée. Une réalisation qui aurait été impossible sans un peuple qui croit en ses dirigeants et qui se sent maître du pays. Ce peuple se reconnaît parfaitement dans un personnage comme Maxim, qui traduit cet esprit et ces qualités. L'humour et l'espièglerie du personnage, la musique et les magnifiques chansons font de ce film un spectacle des plus agréables.

Bien sûr, il faut tenir compte du fait que ce film en noir et blanc a soixante ans, que la copie a déjà tourné des centaines d'heures et que de temps en temps la pellicule tremblote. Mais cela n'enlève rien au plaisir.

Pour celui qui veut mieux connaître le communisme en étudiant un exemple de la Révolution, ce film est la plus belle introduction.



Maxim à Bredene !

La trilogie du film "Maxim" sera projetée durant les journées portes ouvertes du PTB à Bredene, les 9, 10 et 11 août, ainsi que les 14, 15 et 16 août. Ce film en 16 mm n'est normalement plus disponible. Mais l'Amsab (archives du mouvement socialiste) a eu l'amabilité de nous le procurer.

Bon de commande

Nom et prénom :

Rue et numéro :

Code postal et commune :

Je souhaite louer la vidéo de la trilogie "Maxim" à 100 F par semaine et par film (+ frais de port)

1ère partie "Jeunesse de Maxim, 1910"

2ème partie "Retour de Maxim, 1912"

3ème partie "Maxim. Vyborg, 1917"

Je souhaite acheter les vidéos.

Chaque partie (sur cassette vidéo VHS/PAL) coûte 300 F, la trilogie 700 F.

Le film est sous-titré en français. Une version néerlandaise sera disponible début novembre.

Bon à renvoyer au PTB, boulevard M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (commande par téléphone : 02/513.77.60).